



Étude sur les politiques et les bonnes pratiques en matière d'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés

Rapport Global



*This project has been funded with support from the European Commission. This publication [communication] reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.
[Project Number: 2017-1-ES01-KA204-038091]



Table des Matières

Étude sur les politiques et les bonnes pratiques en matière d'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés.....	1
Introduction.....	3
1. Etat des lieux des migrants et réfugiés dans le contexte européen et dans les pays partenaires	5
1.1 Statistiques sur les migrations et l'asile dans l'Union européenne.....	5
1.2 Statistiques sur la migration et l'asile dans les pays du projet	8
2. Politique et législation européennes en matière d'immigration.....	11
2.1 Cadre politique	11
2.2 Principale législation existante	12
2.3 Régime d'asile européen commun (RAEC).....	14
3. Cadre politique relatif à l'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés.....	19
3.1 Politique de l'UE en matière d'intégration.....	19
3.2 Politique d'intégration dans les pays du projet.....	21
3.3 Analyse comparative de contextes nationaux	26
4. Bonnes Pratiques	27
4.1 Introduction.....	27
4.2 Vue d'ensemble	27
4.3 Analyse transnationale.....	31
4.4 Bonnes pratiques sélectionnées dans chaque pays partenaire	39
Autriche.....	47
Chypre	56
France.....	64
Allemagne.....	70
Italie	76
Espagne	83
5. Recommandations politiques, résultats et conclusions	91
5.1 Mauvaise perception et exploitation politique de la migration	91
5.2 Recommandations et conclusions sur les bonnes pratiques	93
5.3 Conclusions.....	94
6. Références.....	96

Introduction

Ces dernières années, les États membres de l'Union européenne ont connu des flux migratoires sans précédent. Plusieurs milliers de personnes fuyant l'extrême pauvreté, la guerre et les conflits dans leurs pays d'origine ont cherché asile et protection en Europe.

La réalité d'une dimension multiethnique complexe qui détermine des processus de transformation continue, exigeant l'ouverture des individus et des institutions à l'évolution sociale et à la prospective interculturelle, est souvent entravée par des politiques inappropriées, des problèmes économiques et sociaux qui génèrent peur et opposition. L'analyse des données et les statistiques montrent que les ressortissants de pays tiers dans l'UE continuent à être moins bien lotis que les citoyens de l'UE en termes d'emploi, d'éducation et d'inclusion sociale.

Le projet MigrEmpower (N° 2017-1-ES01-KA204-038091) financé par le programme Erasmus + s'inscrit dans le cadre du plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers élaboré par la Commission européenne qui soutient les États membres dans leur politiques d'intégration depuis plusieurs années. Par conséquent, le projet MigrEmpower vise à:

- contribuer à la lutte contre la discrimination envers les migrants et / ou les réfugiés en demandant la reconnaissance de leurs droits de citoyenneté;
- promouvoir la coexistence entre la société et les migrants et / ou les communautés de réfugiés;
- considérer l'éducation et la formation comme des éléments indispensables à la promotion de la cohésion sociale et des processus d'intégration.

Les objectifs susmentionnés seront transnationaux en impliquant 6 pays de l'UE qui ont une tradition d'accueil et de transit en matière de migration et / ou sont confrontés à l'augmentation récente de la demande d'asile, et où "migration, immigration, intégration, asile" sont des débats dominants dans la société au cours des dernières années: Espagne, Italie, Chypre, Allemagne, Autriche et France.

Les partenaires du projet considèrent la nécessité de partager les expériences en matière d'éducation et d'inclusion sociale comme un élément essentiel pour l'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés et ont identifié les objectifs spécifiques suivants à atteindre:

- Valoriser les bonnes pratiques en matière d'inclusion sociale des migrants et / ou des réfugiés;
- Stimuler les processus d'inclusion sociale et de cohésion impliquant les communautés locales et la société;
- Promouvoir l'esprit d'entreprise parmi le groupe cible du projet afin d'améliorer sa situation sociale et professionnelle;

- Fournir aux professionnels travaillant avec des migrants et / ou des réfugiés des outils de travail efficaces visant à soutenir l'inclusion sociale et professionnelle des groupes cibles;
- Faciliter l'accès des migrants et / ou des réfugiés à la formation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat en leur en donnant les moyens.

Ces objectifs seront atteints par la recherche menée sur les bonnes pratiques d'inclusion sociale dans les pays partenaires pour les diffuser et en apprendre, l'élaboration d'outils d'intervention pour l'émancipation des migrants et / ou des réfugiés, l'organisation de l'expérience pilote pour tester ces outils et donc les rendre immédiatement utilisables par les professionnels et les opérateurs sociaux, et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques sur les processus d'intégration et d'inclusion sociale entre les parties prenantes et les partenaires du projet de l'UE.

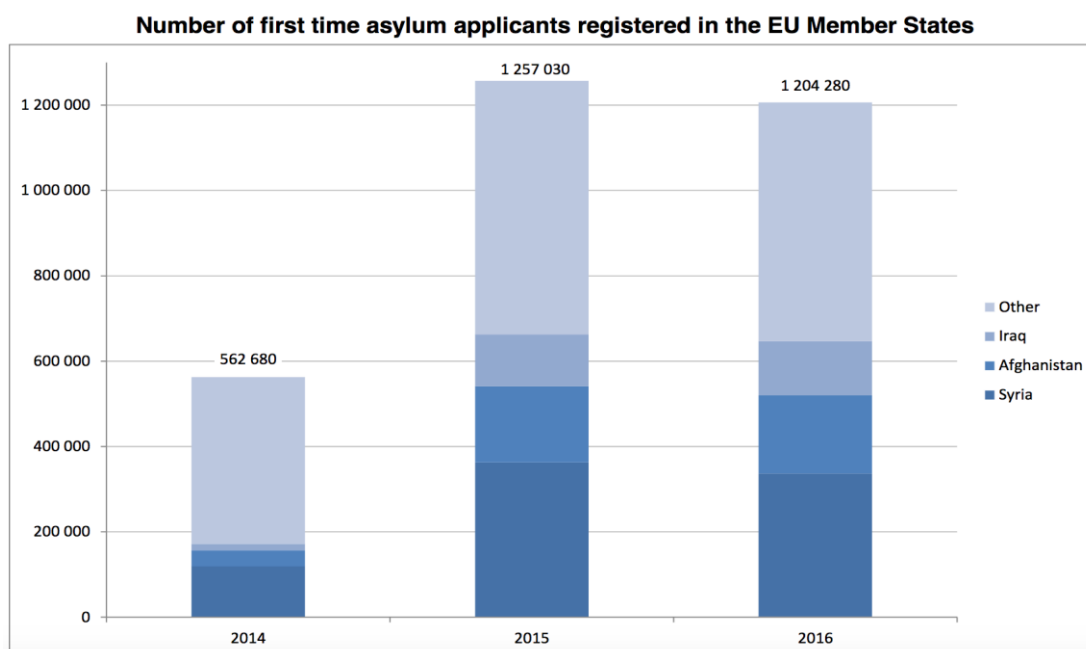
Ce document est le Rapport Transnational de l'activité de recherche mise en œuvre: l'Etude sur les politiques et les bonnes pratiques en matière d'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés, qui présentera les principaux aspects de la recherche menée dans chaque pays partenaire. Afin de mieux connaître l'état des lieux de chaque contexte local, le lecteur peut consulter chaque rapport national publié sur le site Web du projet¹.

¹ www.migrempower.eu

1. Etat des lieux des migrants et réfugiés dans le contexte européen et dans les pays partenaires

1.1 Statistiques sur les migrations et l'asile dans l'Union européenne

En analysant les données fournies par Eurostat, en 2015, 1 257 030 nouveaux demandeurs d'asile ont demandé une protection internationale dans l'UE pour le nombre total de demandeurs d'asiles, plus de deux fois le chiffre de 2014. Selon le graphique de 2016 ci-dessous, le nombre de demandeurs dans l'UE s'élevait à 1 204 280 personnes².



Source: Eurostat news release 46/2017

Outre les chiffres concernant les demandes d'asile, une analyse complète des flux migratoires au sein de l'Union européenne inclut également les migrants d'un État membre de l'UE vers un autre, ainsi que les ressortissants de pays tiers. Selon les dernières données disponibles sur Eurostat, au 1er janvier 2016, il y avait 35,1 millions de personnes nées hors de l'UE-28 et vivant dans un État membre de l'UE

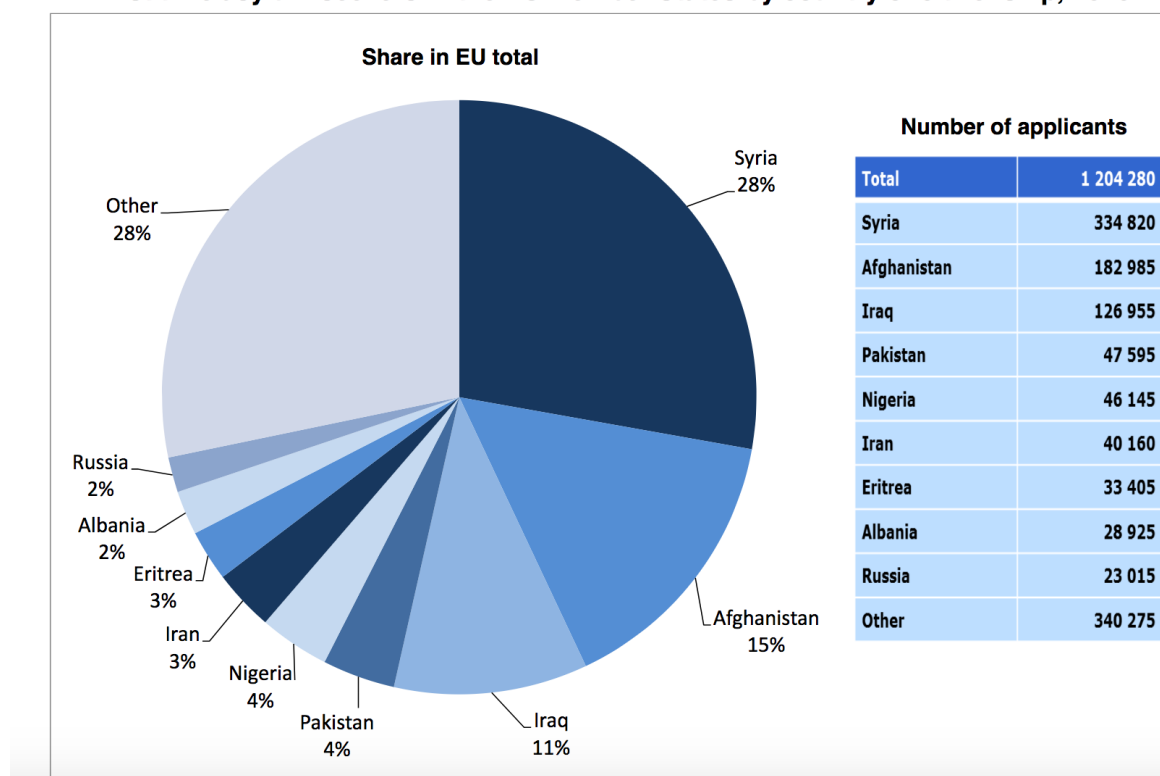
² Source: Eurostat March 2017 - <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7921609/3-16032017-BP-EN.pdf/e5fa98bb-5d9d-4297-9168-d07c67d1c9e1>

alors qu'il y avait 19,3 millions de personnes nées dans un autre État membre de l'UE de celui où ils résidaient.

Comme indiqué par les données d'Eurostat, le graphique ci-dessous montre un aperçu du nombre d'étrangers à la fin de 2016, en fonction de leur pays d'origine.

Environ 30% des premiers demandeurs d'asile étaient des Syriens, la Syrie étant à nouveau en 2016 le principal pays de citoyenneté des demandeurs d'asile dans les treize États membres de l'UE. Sur les 334 820 Syriens qui ont formulé leur première demande d'asile dans l'UE en 2016, près de 80% étaient enregistrés en Allemagne (266 250), suivis de l'Afghanistan et de l'Irak. Les chiffres et le pays d'origine des migrants montrent clairement que les guerres au Moyen-Orient ont été la principale raison pour laquelle les gens ont fui leur pays.

First time asylum seekers in the EU Member States by country of citizenship, 2016



Source: Eurostat news release 46/2017

La crise des migrants et des réfugiés qui s'est déroulée en Europe en 2015 représente l'un des plus grands défis auxquels l'UE dans son ensemble a été confrontée dans la mesure où elle figure toujours en haut de l'ordre du jour politique des États membres. L'Union européenne a tenté de formuler une réponse adéquate à différents niveaux tels que la gestion des migrations et des frontières, la politique d'immigration et la protection internationale et l'asile. La migration au niveau de l'UE comprend la migration légale et illégale et la politique de retour, ainsi

que le régime d'asile européen commun (RAEC). Si l'intégration des migrants et des réfugiés reste une compétence nationale, l'Union européenne peut fournir des incitations et un soutien aux mesures prises par les États membres pour promouvoir l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement.

Avant de poursuivre l'analyse de la politique et de la législation pertinentes de l'UE en matière de migration, il est essentiel de définir les définitions clés concernant le groupe cible de cette recherche.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) définit la migration comme «le mouvement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit à travers une frontière internationale, soit à l'intérieur d'un État. C'est un mouvement de population, englobant tout type de mouvement de personnes, quelle que soit sa longueur, sa composition et ses causes; il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants économiques et des personnes se déplaçant à d'autres fins, y compris le regroupement familial »³.

Cette définition englobe toutes les formes de migration (migration volontaire / forcée, migration interne / internationale, migration à long terme / à court terme) ainsi que les différentes causes sous-jacentes de la migration (persécutions politiques, conflits, problèmes économiques, dégradation de l'environnement ou une combinaison de ces raisons, ou la migration à la recherche de meilleures conditions économiques ou conditions de survie ou de bien-être, ou d'autres motifs tels que le regroupement familial) et quels que soient les moyens utilisés pour migrer (migration légale / irrégulière). Par conséquent, elle inclue la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants économiques, ainsi que des personnes se déplaçant à d'autres fins, telles que le regroupement familial⁴.

Selon les recommandations des Nations Unies (ONU) de 1998 sur les statistiques de la migration internationale, un individu est un immigrant de longue durée s'il séjourne dans son pays de destination pour une période de 12 mois ou plus.

Le Réseau Européen des Migrations (REM) a élaboré les définitions ci-dessus en les adaptant au contexte européen où la migration peut être considérée comme l'action par laquelle une personne:

- établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre pendant une période qui est ou qui devrait être d'au moins 12 mois et qui résidait auparavant habituellement dans un autre État membre ou dans un pays tiers;

Par conséquent, le groupe cible de cette étude englobera:

³ <https://www.iom.int/key-migration-terms#Migration>

⁴ https://ec.europa.eu/home-affairs/content/migration-0_en

- les ressortissants de pays tiers (migrants et réfugiés) qui sont légalement dans l'UE;
- Les réfugiés en tant que bénéficiaires de la protection internationale et subsidiaire et de la protection humanitaire;
- les demandeurs d'asile auxquels un permis de séjour a été accordé;
- Les migrants qui se trouvent dans l'UE illégalement (lorsque les données sont disponibles);
- Migrants venant des pays de l'UE.

Conformément à la définition large de la migration donnée ci-dessus, les ressortissants d'un pays européen transférés dans un autre État membre de l'UE, exerçant ainsi leur droit à la libre circulation, seraient également considérés comme des migrants. Cependant, selon le but de cette recherche, ils ne seront pas considérés comme le groupe cible principal de l'étude. Les migrants et les réfugiés qui sont principalement des ressortissants de pays tiers en provenance de pays non membres de l'UE font l'objet de cette étude.

1.2 Statistiques sur la migration et l'asile dans les pays du projet ⁵

Selon les rapports nationaux, fournis par chaque partenaire, la situation des flux migratoires diffère en nombre, pays d'origine des arrivées et type de migrants.

Le tableau A ci-dessous montre les nombres de première demande d'asile pour chaque pays impliqué dans le projet⁶:

TABLE A: First asylum seekers

Country	2015	2016	2017
Austria	22,160	39,880	85,500
Cyprus	2,105	2,840	4,180 (up to September 2017)
France	80,075	85,726	100,412
Germany	441,899	722,370	198,317
Italy	83,245	121,185	130,119
Spain	14,600	15,570	31,738

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

Le tableau B montre le pays d'origine des arrivées (2016):

TABLE B: Citizenship of applicants

Partner	First most common country of origin	Second most common country of	Third most common country of
---------	-------------------------------------	-------------------------------	------------------------------

⁵ Austria, Cyprus, France, Germany, Italy and Spain

⁶ Eurostat data for the two year period 2015/16 – Local Government data for 2017 as showed in the National reports

		origin	origin
Austria	Germany	Serbia	Turkey
Cyprus	Syria	Somalia	Pakistan
France	Albania	Soudan	Afghanistan
Germany	Syria	Romania	Poland
Italy	Romania	Pakistan	Nigeria
Spain	Venezuela	Syria	Ukraine

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

L'instabilité dans la région du Moyen-Orient et dans certaines régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Centrale a entraîné une augmentation considérable des flux migratoires en provenance des pays tiers. Le contexte a créé une «crise des réfugiés» dramatique avec une augmentation drastique des demandeurs d'asile, mais maintient le flux migratoire entre les États membres pour des raisons d'emploi.

Comme indiqué dans les rapports nationaux, différentes mesures ont été prises dans chaque pays pour gérer et accueillir les migrants qui arrivent, tels que:

- service de réception principal pour identification;
- service de premiers secours;
- les centres de détention et d'expulsion;
- services d'intégration permanente.

Chaque pays traite des situations différentes, mais il semble que le type de migrants qui se bat davantage pour l'intégration sociale et professionnelle viennent de pays tiers.

Après avoir analysé l'état des lieux des groupes de migrants suivants:

- Les ressortissants des États membres de l'UE qui ont migré vers un autre pays de l'UE;
- Les migrants et les réfugiés qui sont ressortissants de pays hors UE et qui sont légalement dans l'UE et donc éligibles à bénéficier de mesures d'intégration sociale et du marché du travail dans le pays d'accueil (ressortissants de pays tiers, y compris les réfugiés);
- Les réfugiés, en tant que bénéficiaires de la protection internationale et subsidiaire;
- les demandeurs d'asile auxquels un permis de séjour temporaire a été accordé;
- Les migrants qui se trouvent dans l'UE illégalement (lorsque les données sont disponibles).

Les résultats peuvent être consultés dans chaque rapport national publié sur la page web du projet⁷, les partenaires mèneront principalement les activités de projet prévues avec les groupes cibles indiqués dans le tableau C.

⁷ www.migrempower.eu

TABLEAU C: Principaux groupes cibles qui participeront aux activités de projet prévues par pays partenaire

Autriche	Migrants nationaux de pays tiers dans une situation juridique régulière (par rapport aux migrants en situation irrégulière, par rapport aux migrants de l'UE) parce que cette population est en ligne avec les actions gouvernementales sur la migration et l'intégration.
Chypre	Les migrants venant de l'extérieur de l'UE.
France	Migrants venant de l'extérieur de l'UE et demandeurs d'asile.
Allemagne	Réfugiés et demandeurs d'asile.
Italie	Nationalité de pays tiers (migrants et / ou réfugiés et / ou demandeurs d'asile) qui sont légalement dans l'UE. Les personnes sans statut légal pourraient être acceptées pour le 1er entretien de l'IO2 / Activité 3, afin de leur offrir des informations et un service d'orientation.
Espagne	Les ressortissants de pays tiers (migrants et réfugiés), une attention particulière sera accordée aux femmes des pays tiers.

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

2. Politique et législation européennes en matière d'immigration

Le traité de Lisbonne, entré en vigueur en décembre 2009, établit la base juridique pour le développement d'une politique européenne commune en matière de migration. L'article 79 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) définit les domaines de compétence suivants au niveau européen:

- Immigration régulière - l'UE établit les conditions d'entrée et de résidence légale dans un État membre, y compris aux fins du regroupement familial, pour les ressortissants de pays tiers. Les États membres conservent le droit de déterminer les volumes d'admission pour les personnes venant de pays tiers sur leur territoire, pour chercher du travail, qu'ils soient employés ou indépendants;
- Lutte contre l'immigration irrégulière - L'UE devrait prévenir et réduire l'immigration irrégulière et mettre en œuvre efficacement une politique de retour conforme aux droits fondamentaux;
- Accords de réadmission - L'Union européenne est compétente pour conclure des accords avec des pays tiers pour la réadmission dans leur pays d'origine ou de provenance de ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'entrée, de présence ou de résidence dans un État membre;
- Intégration - l'UE peut fournir des incitations et un soutien aux mesures prises par les États membres pour promouvoir l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier. Le droit de l'UE ne prévoit pas d'harmonisation des législations et réglementations nationales, celles-ci demeurant une compétence nationale.

Enfin, l'article 80 du TFUE énonce le principe de solidarité et de partage équitable des responsabilités, y compris en ce qui concerne les implications financières entre les États membres.

2.1 Cadre politique

Le cadre politique actuel de l'UE comprend l'agenda européen pour les migrations et l'approche globale de la migration et de la mobilité⁸. Les deux documents de

⁸ L'approche globale de la migration et de la mobilité (GAMM) qui régit depuis 2005 le cadre global de la dimension externe des migrations et des questions d'asile, définissant les bases et les principes du dialogue politique et de la coopération avec les pays tiers. Dans le cadre de cette étude, nous n'analyserons pas la dimension externe de la politique migratoire européenne qui reste néanmoins un élément clé de la politique migratoire globale de l'UE.

politique ⁹ fournissent des orientations stratégiques et des principes régissant la législation existante et à venir de l'UE sur les secteurs de migration susmentionnés. L'Agenda européen pour les migrations, lancé par la Commission européenne en mai 2015, indiquait des mesures à court terme visant à aider les États membres à faire face à la crise des migrations et des réfugiés. Cependant, il a également proposé des dispositions à moyen terme et à long terme définissant une réponse globale aux questions de migration et d'asile en Europe. Ceux-ci sont structurés selon quatre piliers: 1) réduire les incitations à la migration irrégulière; 2) la gestion des frontières - sauver des vies et sécuriser les frontières extérieures; 3) le devoir de protection de l'Europe - une politique d'asile commune forte; 4) une nouvelle politique sur la migration légale. Dans les pages qui suivent, l'analyse se concentrera sur la politique et le cadre législatif actuels de l'UE concernant le régime d'asile commun et la migration légale ainsi que les derniers développements et avancées attendues, étant les domaines directement concernés par les groupes cibles du projet et son objectif principal de contribuer au processus d'intégration des migrants et des réfugiés dans l'UE.

Une nouvelle politique sur la migration légale prévoit de réviser la directive «carte bleue», d'attirer des entrepreneurs innovants dans l'UE, d'élaborer un modèle d'immigration régulière plus cohérent dans l'UE en évaluant le cadre existant et en renforçant la coopération avec les principaux pays d'origine.

Faisant le point sur les principales recommandations issues de l'agenda, la Commission a également lancé en 2016 un bilan de qualité sur la législation européenne existante en matière de migration légale. L'objectif de ce bilan de qualité qui est toujours en cours est d'évaluer la législation existante de l'UE sur la migration légale afin d'identifier les lacunes et de simplifier le cadre de l'UE en conséquence.

2.2 Principale législation existante

Au cours des dix dernières années, l'UE a élaboré des textes sectoriels réglementant l'entrée et la résidence des ressortissants de pays tiers sur le territoire de ses États membres aux fins suivantes: travail, réunification familiale, études et recherche. Dans ce cadre, l'UE établit également les dispositions légales sur le statut des résidents de longue durée non ressortissants de l'UE. Nonobstant les prérogatives nationales des États membres de l'UE sur le processus d'intégration des ressortissants de pays tiers, l'UE a renforcé son aide financière et ses ressources afin de promouvoir la coordination politique ainsi que les mesures et actions encourageant et favorisant le processus d'intégration.

⁹ Recommandations de la Commission

Les principales directives de l'UE relatives à la migration sont les suivantes:

1) **Directive de la carte bleue européenne (2009/50/EC)** — entrée et résidence de travailleurs hautement qualifiés. Il définit les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants non communautaires hautement qualifiés souhaitant travailler dans un pays de l'UE (autre que le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni) et pour leurs familles, en établissant une procédure accélérée. Cependant, les rapports de la Commission sur sa mise en œuvre ont identifié plusieurs problèmes en suspens. Par exemple, de nombreux pays de l'UE ont des règles et des procédures parallèles pour la même catégorie de travailleurs, ce qui crée une fragmentation. De plus, le nombre limité de permis délivrés a démontré que la directive n'est pas aussi efficace que prévu. En juin 2016, la Commission a présenté une proposition de réforme de la directive «carte bleue» de l'UE. La voie législative a commencé et devrait être terminée d'ici la fin de 2018.

2) **Directive sur le permis unique (2011/98/EU)** établit un permis unique de résidence et de travail pour les travailleurs des pays non membres de l'Union européenne. Il définit également une série de droits spécifiques pour offrir un traitement égal aux travailleurs non-UE couverts par la directive. Il s'agit d'une directive "cadre" ou "horizontale" qui couvre les travailleurs de pays tiers également admis dans un État membre conformément à la législation nationale sur les migrations.

3) **Directive sur les travailleurs saisonniers (2014/36/EU)** régit l'admission et le séjour des ressortissants de pays tiers admis temporairement pour effectuer des travaux saisonniers souvent dans l'agriculture et le tourisme. Il comprend des droits pour s'assurer que ces travailleurs ne sont pas exploités pendant leur séjour.

4) **Directive sur les mutations intra-groupe (2014/66/EU)** décrit les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert intragroupe. La directive simplifie les procédures permettant aux entreprises et aux sociétés multinationales de délocaliser temporairement leurs dirigeants, spécialistes et employés stagiaires dans leurs succursales ou bureaux situés dans l'Union européenne.

5) **Directive sur les étudiants et les chercheurs (2016/801/EU)** couvre les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat, de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et au pair¹⁰.

6) **Directive sur le regroupement familial (2003/86/EC)** vise à établir des règles communes relatives au droit au regroupement familial. L'intention est de permettre aux membres de la famille de ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le

¹⁰ La directive est entrée en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel de l'UE, le 22 mai 2016. Les États membres ont deux ans pour traduire la directive dans leur législation nationale.

territoire de l'Union européenne (UE) de les rejoindre dans le pays de l'UE où ils résident. L'objectif est de protéger les familles et de faciliter l'intégration des ressortissants des pays tiers.

7) **Directive sur les résidents à long terme (2003/109/EC)**, modifiée par la directive 2011/51 / UE, autorise les ressortissants de pays tiers qui résident légalement et de façon continue dans un État membre depuis cinq ans à obtenir le statut de «résident de longue durée de l'UE» et les droits qui y sont liés. En 2011, la directive a été modifiée pour couvrir les citoyens non-UE, tels que les réfugiés ou les apatrides, qui bénéficient d'une protection internationale.

Une nouvelle politique européenne de migration légale - développements récents et perspectives

Depuis 2015, les institutions de l'UE ont reconnu à plusieurs reprises la nécessité d'une approche holistique de la crise des migrants et des réfugiés¹¹. À cette fin, la Commission a présenté un ensemble de réformes visant à mettre en œuvre les actions clés définies par l'agenda européen en matière de migration. La révision de la directive «carte bleue» lancée en 2016 représente l'un des développements majeurs liés à la migration légale. Il vise à attirer des travailleurs hautement qualifiés de pays non membres de l'UE en leur garantissant un accès légal et des voies d'accès à l'UE tout en répondant aux pénuries de main-d'œuvre et aux défis démographiques causés par une population européenne vieillissante. En outre, les améliorations apportées par la directive réformée comprennent des critères d'admission moins rigoureux, tels qu'un seuil salarial plus bas et des contrats de travail plus courts, de meilleures conditions de regroupement familial, une mobilité facilitée et l'abolition des régimes nationaux parallèles. En décembre 2017, la Commission a publié une feuille de route politique¹² recommandant l'adoption rapide en 2018 de l'ensemble des réformes en matière de migration¹³. Il a également encouragé le Parlement européen et le Conseil à achever la voie législative du dossier de la carte bleue d'ici juin 2018.

2.3 Régime d'asile européen commun (RAEC)

¹¹ 12 April 2016 European Parliament Resolution: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2016-0102+0+DOC+XML+V0//EN>

¹² https://ec.europa.eu/commission/news/political-roadmap-sustainable-migration-policy-2017-dec-07_en

La base juridique du régime d'asile européen commun (RAEC) est énoncée à l'article 68.2 et à l'article 78 (TFUE) du traité de Lisbonne ¹⁴. En outre, l'article 18 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE stipule que «le droit d'asile doit être garanti dans le respect des règles de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et du Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés et conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».

L'objectif du RAEC est d'harmoniser les procédures d'asile dans tous les États membres, établissant ainsi des règles communes garantissant un statut uniforme, des procédures et des normes minimales pour les ressortissants de pays tiers nécessitant une protection internationale dans l'Union européenne. La première version du RAEC, entrée en vigueur en 2013, représente le cadre juridique actuel de l'UE en matière d'asile. La principale législation existante consiste en deux règlements et trois directives.

Législation européenne clé en matière d'asile

1) **Le Règlement Dublin (EU) 604/2013 (Dublin III Regulation)**¹⁵, révisé remplaçant le règlement (CE) n ° 343/2003 du Conseil (règlement Dublin II), établit les critères permettant de déterminer quel pays de l'UE est responsable de l'examen d'une demande d'asile. Il visait à empêcher le phénomène dit de «réfugiés en orbite» qui se réfère aux demandeurs d'asile pour lesquels aucun État membre ne prend la responsabilité de traiter leurs demandes. Il vise également à prévenir les demandes d'asile multiples. Conformément au règlement Dublin III, le pays de l'UE responsable du traitement d'une demande d'asile est le premier inscrit par le demandeur. Le

¹⁴ L'Union développe une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire en vue d'offrir un statut approprié à tout ressortissant de pays tiers nécessitant une protection internationale et d'assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et aux autres traités pertinents. 2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent des mesures en vue d'un régime d'asile européen commun comprenant: a) un statut uniforme d'asile pour les ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union; b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants de pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale; c) un système commun de protection temporaire des personnes déplacées en cas d'afflux massif; d) des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme de réfugié ou de protection subsidiaire; e) les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou d'une protection subsidiaire; f) les normes relatives aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire; g) partenariat et coopération avec les pays tiers en vue de gérer les entrées de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire. 3. Dans le cas où un ou plusieurs États membres sont confrontés à une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter des mesures provisoires en faveur de l'État membre (s) concerné. Il agit après consultation du Parlement européen.

¹⁵ Texte législatif disponible ici:

<http://eurlex.europa.eu/legalcontent/EN/LSU/?uri=CELEX:32013R0604>

règlement clarifie également les règles régissant les relations entre les États. Il est devenu applicable le 1er janvier 2014.

2) **La Regulation (EU) 603/2013**¹⁶ établissant EURODAC pour la comparaison des empreintes digitales des demandeurs d'asile est devenue applicable le 20 juillet 2015. Le système EURODAC original a été établi par le règlement (CE) n ° 2725/2000 et fonctionne depuis 2003. Il a créé une base de données biométrique des demandeurs d'asile et des ressortissants de pays non membres de l'UE / EEE à des fins de comparaison entre les pays de l'UE. Le règlement EURODAC révisé de 2013 permet de collecter et de transmettre directement les empreintes digitales des demandeurs d'asile (et des ressortissants non UE / EEE) à une base de données centralisée EURODAC, ce qui facilite l'identification et la détermination du pays européen responsable du processus de demande.

3) **Directive de qualification (2011/95/EU)**¹⁷ clarifie les motifs d'octroi de la protection internationale aux ressortissants de pays tiers ou aux apatrides établissant un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, ainsi que le contenu de la protection accordée. Il améliore également l'accès aux droits et aux mesures d'intégration pour les bénéficiaires de la protection internationale. Le dernier délai pour les pays de l'UE pour la transposition à part entière dans leurs ordres juridiques était le 21 décembre 2013.

4) **Directive sur les procédures d'asile (2013/32/EU)**¹⁸ vise à des décisions d'asile plus justes, plus rapides et de meilleure qualité. Les demandeurs d'asile ayant des besoins spéciaux recevront le soutien nécessaire pour expliquer leur demande et, en particulier, une meilleure protection des mineurs non accompagnés et des victimes de la torture. La directive précise également que la procédure d'asile initiale, à l'exclusion du processus d'appel, ne doit pas prendre plus de six mois. Il est entré en vigueur le 19 juillet 2013, tandis que les pays de l'UE ont dû incorporer la directive dans leur législation nationale avant le 20 juillet 2015, à l'exception de certains aspects relatifs à la procédure d'examen qui s'appliqueront à partir du 20 juillet 2018.

5) **Directive sur les conditions d'accueil (2013/33/EU)**¹⁹ veille à ce qu'il y ait des conditions d'accueil matérielles humaines (comme le logement) pour les demandeurs d'asile à travers l'UE et que les droits fondamentaux des personnes concernées soient pleinement respectés. Il garantit également que la détention n'est appliquée qu'en dernier recours. La directive s'applique à compter du 19 juillet 2015 alors que les États membres de l'UE devaient l'incorporer dans la législation nationale avant le 21 juillet 2015.

¹⁶ Pour une explication plus complète: http://eurlex.europa.eu/summary/EN/230105_1

¹⁷ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX:32011L0095>

¹⁸ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/LSU/?uri=CELEX:32013L0032>

¹⁹ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/LSU/?uri=celex:32013L0033>

Comme indiqué dans le paragraphe précédent, l'agenda de l'UE sur les migrations a débouché sur un ensemble de mesures à court terme ²⁰ afin de soutenir les pays confrontés à des afflux massifs de migrants et de réfugiés et, par conséquent, subissant des tensions considérables dans leurs systèmes d'asile. Afin de répondre aux défis de la migration et de l'asile, la Commission a déclenché pour la toute première fois l'art. 78 (3) du TFUE et proposé des mesures concrètes. Il a activé le mécanisme de réponse d'urgence afin de mettre en place un programme de réinstallation pour aider l'Italie et la Grèce²¹ avec la gestion des demandeurs d'asile et des réfugiés, et a proposé un programme de réinstallation demandant aux États membres de réinstaller des personnes ayant clairement besoin d'une protection internationale identifiées par le HCR et fournissant un soutien financier supplémentaire aux pays adhérents²².

Réformes proposées et perspectives

Les règlements et directives ci-dessus constituent l'épine dorsale du système d'asile commun de l'UE tel qu'il est actuellement en place. Cependant, les afflux massifs de migrants et de demandeurs d'asile en 2015 ont mis à rude épreuve les systèmes d'asile de nombreux États membres et le régime d'asile européen commun dans son ensemble, exposant ses insuffisances et lacunes structurelles. Ces questions ont été partiellement abordées dans le programme de l'UE sur les migrations à travers un ensemble de mesures et d'actions à court terme. Cependant, en 2016, la Commission a adopté deux paquets de propositions visant à réformer le RAEC et à développer un système d'asile européen équitable et humain.

En avril 2016, la communication de la Commission européenne intitulée "Vers une réforme du régime d'asile européen commun et l'amélioration des voies juridiques vers l'Europe" identifie 5 domaines prioritaires à améliorer: 1) réformer le système de Dublin afin de mieux faire face aux personnes ayant besoin d'une protection internationale, créant un mécanisme de distribution plus équitable entre les États membres; 2) renforcer Eurodac afin d'intégrer les changements dans le système de Dublin et d'étendre son objectif au-delà de l'asile; 3) parvenir à une plus grande convergence dans le système d'asile de l'UE afin d'assurer l'égalité de traitement dans l'UE, en réformant les trois directives d'asile constituant l'épine dorsale du RAEC; 4) prévenir et décourager les mouvements secondaires de demandeurs d'asile au sein de l'UE afin d'éviter les abus et les «demandes d'asile»; 5) le renforcement

²⁰ Pour un aperçu clair de la première réponse de l'UE: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-5039_en.htm

²¹ Décision du Conseil du 14 septembre 2015: http://eurlex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=OJ%3AJOL_2015_239_R_0011

²² Commission Recommendation: https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/e-library/documents/policies/asylum/general/docs/recommendation_on_a_european_resettlement_scheme_en.pdf

de l'Agence européenne pour l'asile (EASO), son rôle de mise en œuvre des politiques et son rôle opérationnel en allouant les ressources financières nécessaires et en conférant des moyens juridiques pour atteindre ses objectifs.

Les propositions législatives avancées en 2016 sont discutées par le Conseil de l'UE et le Parlement européen.

3. Cadre politique relatif à l'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés

3.1 Politique de l'UE en matière d'intégration

Conformément à l'art. 79 par. 5 TFUE, "le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent instituer des mesures d'incitation et de soutien à l'action des États membres en vue de promouvoir l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement dans ces territoires, à l'exclusion de toute harmonisation des lois et règlements des États membres ". Ce paragraphe définit la base juridique des mesures et incitations mises en œuvre au niveau de l'UE pour l'intégration des migrants et des réfugiés (ressortissants de pays tiers) résidant légalement sur le territoire des États membres. Les institutions de l'UE ne peuvent pas prendre de dispositions sur l'intégration des ressortissants de pays tiers puisqu'il appartient à chaque État membre de décider de ce processus au niveau national.

À la lumière des défis migratoires rencontrés par de nombreux pays de l'UE ces dernières années, l'UE a intensifié ses efforts en vue d'une approche améliorée de l'intégration. Grâce à ses efforts de coordination, la Commission a adopté en juin 2016 le plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers. Le document fournit un cadre politique commun aux États membres qui développent et renforcent leurs politiques nationales d'intégration des migrants de pays tiers et décrit le soutien politique, opérationnel et financier que la Commission a prévu pour les soutenir dans leurs efforts.

Comme l'ont répété à maintes reprises la Commission européenne et le Parlement européen, les migrants et les réfugiés présentent à la fois des défis et des opportunités qui doivent être correctement traités et canalisés. À long terme, le processus d'intégration présente des avantages pour les communautés et les sociétés d'accueil tout en protégeant les droits fondamentaux de tous les migrants, y compris les réfugiés. À cette fin, l'intégration sociale et professionnelle devrait être favorisée par des mesures et des interventions ponctuelles associant les institutions de l'UE, les États membres, les autorités régionales et locales ainsi que les partenaires sociaux et les organisations de la société civile.

À cet égard, le plan d'action, qui s'inspire du programme européen d'intégration 2011, identifie des domaines politiques clés tels que l'éducation, le marché du travail et la formation professionnelle, l'accès aux services de base, la participation active et l'inclusion sociale. La Commission prévoit des actions et des activités concrètes à mener par les États membres et les parties prenantes concernées dans tous ces secteurs. Ci-dessous, un bref aperçu des principales actions entreprises en 2016 et 2017 sur chaque domaine politique et financées par plusieurs fonds de l'UE.

Education

- Fournir l'évaluation linguistique et l'apprentissage en ligne Erasmus + à quelque 100 000 ressortissants de pays tiers nouvellement arrivés, en particulier les réfugiés;
- Soutenir les autorités nationales et régionales dans les classes d'accueil, les évaluations des compétences et des langues, la sensibilisation interculturelle, le soutien aux mineurs isolés et l'intégration dans l'enseignement supérieur;
- Fournir de l'aide et du soutien aux enseignants et au personnel scolaire pour promouvoir l'éducation inclusive et répondre aux besoins spécifiques des migrants et de l'intégration des réfugiés par le biais de cours en ligne;
- Élaborer une «boîte à outils de compétences pour les ressortissants de pays tiers» dans le cadre du programme «Nouvelles compétences pour l'Europe» afin d'aider les demandeurs d'asile, les réfugiés et les autres ressortissants de pays tiers à identifier rapidement les compétences et qualifications requises.

Marché du travail et formation professionnelle

- Promouvoir l'insertion rapide des réfugiés dans le marché du travail et la formation professionnelle des femmes et des réfugiés;
- Promouvoir le partage de pratiques prometteuses sur l'intégration du marché du travail à travers les programmes et fonds existants;
- Renforcer les capacités des municipalités et des autorités locales en matière d'intégration des pratiques d'accueil des réfugiés en mettant l'accent sur l'intégration au marché du travail;
- Identifier les meilleures pratiques pour promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat des migrants et financer des projets pilotes pour leur diffusion.

Accès aux services de base

- Promouvoir l'utilisation des fonds de l'UE pour l'accueil, l'éducation, le logement, la santé et les infrastructures sociales pour les ressortissants de pays tiers;
- Renforcement de la coopération avec la Banque européenne d'investissement pour fournir des fonds et des locaux aux ressortissants de pays tiers nouvellement arrivés;
- Développer la formation des professionnels de la santé et des agents d'application de la loi qui participent à la réception de première ligne en vue de favoriser une approche holistique des soins de santé pour les personnes.

Participation active et inclusion sociale

- Promouvoir la participation active des ressortissants de pays tiers à la vie politique, sociale, culturelle et sportive dans les sociétés d'accueil;
- Lancer des projets pour promouvoir le dialogue interculturel sur les valeurs européennes à travers la culture, les films et les arts;
- Financer des projets pour l'identification précoce, la protection et l'intégration des ressortissants de pays tiers victimes de la traite, en mettant l'accent sur les enfants et les mineurs non accompagnés.

Selon la Commission européenne, l'intégration des ressortissants de pays tiers est une priorité politique transversale impliquant tous les domaines politiques susmentionnés ainsi que les différents niveaux de gouvernance (UE, national, régional, local) et les parties prenantes (ONG, organisations de la société civile, y compris les diasporas et les communautés de migrants, et les organisations confessionnelles).

3.2 Politique d'intégration dans les pays du projet

Une méthodologie commune a été appliquée, permettant ainsi une analyse comparative des principaux éléments centrés sur les aspects d'inclusion et d'exclusion, et contribuant à développer des recommandations politiques basées sur les résultats concernant l'intégration sociale et professionnelle.

Afin de promouvoir l'emploi des migrants, en essayant de faire face aux afflux massifs de réfugiés à partir de 2015, chaque pays a mis en place différentes mesures, dans les encadrés (tableaux D et E). Ci-dessous les principales activités pour chaque pays rapportées par les partenaires:

TABLEAU D: Mesures favorisant l'emploi des migrants dans les pays du projet

Pays	Inclusion sociale et politiques d'éducation
Autriche	3 initiatives législatives nationales ont été publiées au niveau fédéral: <ol style="list-style-type: none"> 1. La loi sur la reconnaissance et l'évaluation (AuBG) - Procédures spéciales pour les personnes ayant droit à l'asile ou à la protection subsidiaire sans documents; 2. La loi sur l'intégration (IntG) - cours de langue pour les demandeurs d'asile avec une forte probabilité de reconnaissance (§ 68 AsylG); 3. La loi sur l'année d'intégration (IJG) - Compensation de compétence, cours de langue A2, clarification et soutien à la reconnaissance des qualifications et des certificats, valeurs et cours d'orientation, orientation professionnelle et formation, préparation au travail, formation professionnelle, services
Chypre	<ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère chypriote de l'éducation et de la culture a fourni aux ressortissants de pays tiers (TCN) des classes gratuites de grec; • Services pour répondre aux besoins quotidiens des enfants des ressortissants de pays tiers (tels que le transfert des enfants à l'école, les guider et les aider à faire leurs devoirs, les occuper avec des

	<p>activités créatives);</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programmes de préservation de l'identité culturelle (par exemple, la fourniture de cours dans leur langue maternelle); • Services psychologiques et soutien social pour les ressortissants de pays tiers (tels que les services de conseil et de soutien); • Services du Centre d'information et de soutien aux ressortissants de pays tiers (KEPLYM) - Fourniture de services d'orientation, d'information et de mise en réseau; • Programmes d'orientation et d'information (offre de séminaires à Chypre); • Évènements d'échanges culturels - Festivals et jeux; • Activités sportives; • Mise en réseau et coopération entre les associations de RPT, les ONG et les autorités locales (Municipalité de Nicosie, 2016)
France	<p>La politique du Président de la République est inclusive et vise à intégrer les réfugiés et les citoyens français naturalisés dans la société française. Dans cette perspective, le plan d'action gouvernemental «garantir le droit d'asile, mieux contrôler les flux migratoires» du 12 juillet 2017, qui prévoit de nouvelles mesures dans le cadre de la politique d'accueil et d'intégration, a été développé un renforcement des formations linguistiques dispensées aux étrangers nouvellement arrivés et à la mobilisation de logements pour assurer l'accueil des bénéficiaires de la protection internationale au niveau national.</p>
Allemagne	<p>Les réfugiés reconnus, les personnes ayant droit à l'asile ou la protection subsidiaire ont un accès illimité au marché du travail et au travail indépendant. Lorsqu'ils sont inscrits comme chômeurs, ils reçoivent une somme de base selon les règles de la Sozialgesetzbuch II (législation de sécurité sociale). Les avantages pour les étrangers correspondent à ceux des nationaux. Ceux qui n'ont pas d'emploi peuvent recevoir une aide sociale. Les services sont similaires à ceux des nationaux.</p> <p>Les réfugiés reconnus, les personnes ayant droit à l'asile ou les personnes bénéficiant d'une protection subsidiaire ont également le droit de participer à un cours d'intégration. Lorsqu'ils reçoivent des prestations sociales, la participation peut être obligatoire.</p> <p>Les demandeurs d'asile et les réfugiés tolérés n'ont pas de permis de séjour et ne peuvent pas bénéficier de tous les avantages sociaux en Allemagne. Ils peuvent toutefois recevoir une aide financière en cas de besoin et recevoir un soutien pour la nourriture, l'hébergement, l'habillement, les soins physiques, les besoins du ménage et les soins médicaux. Ils reçoivent également un certain montant d'argent de poche entre 79 et 135 euros selon l'âge et la situation familiale.</p>
Italie	<ul style="list-style-type: none"> • L'Italie reconnaît le droit à l'éducation à tous, jeunes et adultes migrants, sans limitations liées au permis de séjour. • Les autorités locales et l'association offrent des cours de langue gratuits pour les migrants. • Les corridors humanitaires sont un projet visant à permettre aux réfugiés, en particulier les plus vulnérables, les femmes et les enfants, les personnes âgées et les malades, d'atteindre l'Europe en toute sécurité, sans effectuer les voyages de la mort en Méditerranée. <p>Le projet, démarré avec d'autres associations chrétiennes (FCEI, Tavola Valdese), est autofinancé et met en place non seulement le recueillement des migrants, mais leur prépare un système d'inclusion sociale incluant le logement, les cours de langues, l'éducation et l'insertion professionnelle.</p> <p>En 2015, le gouvernement a mis en place 17 plans régionaux intégrés où les autorités régionales devaient définir des actions, des projets et des expérimentations d'un service local pour les migrants. Le but du service est de faciliter l'accès des migrants à tous les services pour les intégrations</p>

sociales et économiques. Les principales actions des plans sont:

- Suivi et analyse des données du flux migratoire local, en utilisant le réseau local entre les services locaux et les associations du secteur tiers;
- Développement d'un observatoire du marché social et de l'emploi;
- Cartographier et repérer les services locaux existants (services d'apprentissage et d'insertion professionnelle), et se concentrer sur les meilleures pratiques;
- Mise en place et / ou consolidation des réseaux de services et du point d'accueil des migrants, en place dans le hub et le centre d'accueil (Cpl, URP, etc.), et sur le web à la fois;
- Introduction de la figure d'un médiateur culturel pour soutenir les migrants dans leur recherche d'emploi;
- Élaboration de plans de diffusion, dans des langues différentes, pour aider les migrants à comprendre leurs droits et la possibilité d'accéder à différents services.

Espagne

La loi organique 4/2000 du 11 janvier sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale inclut le droit à l'éducation pour les étrangers. Plus en détail, dans l'article 9, la loi définit les points suivants concernant les droits à l'éducation:

Article 9. Droit à l'éducation:

Les étrangers de moins de 16 ans ont le droit et le devoir d'être scolarisés, ce qui inclut l'accès à une éducation de base, gratuite et obligatoire. Les étrangers de moins de 18 ans ont également droit à l'éducation.

Le droit à l'éducation comprend également la fourniture du diplôme universitaire correspondant et l'accès au système public de bourses et de subventions dans les mêmes conditions que les citoyens espagnols.

Quand les étrangers atteignent l'âge de 18 ans au cours de l'année scolaire, ils conservent ce droit jusqu'à la fin de cette année scolaire.

Les étrangers de plus de 18 ans ont droit à l'éducation conformément à ce qui est établi par la législation. En tout état de cause, les résidents étrangers de plus de 18 ans ont le droit d'accéder aux autres étapes d'enseignement non obligatoire, d'obtenir les qualifications correspondantes et d'accéder au système de bourses publiques dans les mêmes conditions que les citoyens espagnols.

Les pouvoirs publics vont promouvoir la possibilité pour les étrangers de recevoir une éducation pour leur meilleure insertion sociale.

Les résidents étrangers qui s'occupent de mineurs d'âge scolaire obligatoire doivent prouver leur scolarité, en présentant un rapport délivré par les autorités autonomes compétentes, dans les demandes de renouvellement de leur autorisation ou dans celles de résidence de longue durée.

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

TABLEAU E: Mesures pour l'accès des migrants au marché du travail dans les pays du projet

Pays	Mesures d'accès au marché du travail
Autriche	<p>Sur la base d'un amendement à la loi sur l'emploi des étrangers (AusBG), entré en vigueur en janvier 2008, l'Autriche a complètement ouvert son marché du travail aux chercheurs internationaux.</p> <p>Des chercheurs de pays tiers en possession d'un titre de séjour ou d'autres autorisations peuvent exercer cette activité. Les permis de séjour ne sont délivrés que pour des activités qui ne sont pas soumises aux règlements de la loi autrichienne sur l'emploi des étrangers. La loi sur l'emploi des étrangers (AusBG) stipule qu'un employeur peut obtenir un permis de travail pour un demandeur d'asile 3 mois après la date de dépôt de la demande d'asile, à</p>

condition qu'aucune décision définitive n'ait été prise avant cette date.
Le 25 janvier 2017, le ministère des Affaires sociales a soumis un décret au Service du marché du travail (AMS). Le décret précise que:
Les demandeurs d'asile sont autorisés à compléter une expérience pratique et des stages dans le cadre de leur formation dans des écoles professionnelles ou des écoles secondaires;
Les demandeurs d'asile adultes sont également autorisés à effectuer du travail bénévole non rémunéré pour les entreprises. Un demandeur d'asile peut prendre 3 mois dans une période d'un an avec plusieurs entreprises.

Chypre

En ce qui concerne la législation chypriote sur l'immigration, il n'existe actuellement aucune loi pour l'intégration elle-même. De nombreuses autres lois relatives à l'intégration des migrants à Chypre ont été proposées et sont mises en œuvre. Ceux-ci sont résumés ci-dessous:

Loi sur les étrangers et l'immigration

La loi a été adoptée pour la première fois en 1952 pendant l'ère coloniale britannique et se réfère à tous les règlements pour les ressortissants de pays tiers à rester légalement à Chypre. Des modifications pertinentes ont été apportées depuis 1960 et la dernière modification a eu lieu en 2017. La loi est maintenant conforme à la Directive européenne 2014/36 / UE, qui concerne les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers. En outre, la loi fait référence à l'emploi de travailleurs saisonniers migrants et à leur résidence à Chypre dans le cadre d'un transfert intragroupe. Le permis de travail des migrants leur permet de changer d'emploi après une année, en comparaison avec la politique précédente de 5 ans, mais le nouvel emploi doit être du même secteur. En outre, les migrants doivent avoir un certain niveau de connaissance de la langue grecque, tel que décidé en 2009.

Loi sur la nationalité

Cette loi définit les conditions dans lesquelles un ressortissant de pays tiers peut acquérir la citoyenneté chypriote. Selon la loi sur l'état civil, un RPT peut demander la citoyenneté chypriote s'il a effectué au moins sept ans de séjour légal à Chypre ou s'il devient parent d'un citoyen chypriote. En outre, si un RPT épouse un citoyen chypriote, celui-ci peut demander la citoyenneté après trois ans de mariage s'il est résident de Chypre depuis au moins deux ans.

Loi chypriote sur les réfugiés

Cette loi a d'abord été adoptée par Chypre en 2000 et après cela, un amendement a été apporté en 2016 pour être conforme à la Directive de l'UE (2013/32 / UE) et compléter la loi sur les étrangers et l'immigration. Sur cette base, tous les ressortissants de pays tiers arrivant à Chypre, y compris ceux ayant un statut de protection internationale, doivent avoir les mêmes droits que les citoyens chypriotes.

Anti-discrimination:

De nombreuses lois ont été établies à Chypre dans le but ultime de lutter contre toute forme de discrimination envers les migrants résidant à Chypre. En 2004, la loi sur «l'égalité de traitement dans l'emploi et la profession» a été établie afin d'éliminer toute forme de discrimination, notamment dans les domaines de l'éducation, des soins médicaux, de l'accès aux services et de la protection sociale. En outre, une autre loi a été adoptée, à savoir "l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail", qui traite exclusivement du lieu de travail et des incidents de racisme qui peuvent exister. Dans ce cadre, la loi «Lutte contre les discriminations raciales et autres» a été mise en œuvre pour prévenir et / ou combattre toutes les formes possibles de discrimination en relation avec la race et l'appartenance ethnique.

France	<p>Le plan d'action du gouvernement «garantir le droit d'asile, mieux contrôler les flux migratoires» du 12 juillet 2017, qui prévoit de nouvelles mesures dans le cadre de la politique d'accueil et d'intégration, a été développé pour faciliter l'accès à l'emploi surtout pour les réfugiés de moins de 25 ans. La combinaison de la formation et de l'hébergement se développera à l'instar du «1000 parcours d'insertion professionnelle des bénéficiaires de la protection internationale», associant logement, formation et accès à l'emploi, en partenariat avec Pôle Emploi et Mission Locale, les syndicats français, comme la CGT, qui œuvrent pour l'intégration des migrants sur le marché du travail.</p>
Allemagne	<p>L'accès des réfugiés au marché du travail dépend de leur statut de résident. Il n'y a pas d'accès au marché du travail pendant les trois premiers mois de séjour ni pendant la durée du séjour dans un établissement d'accueil initial et pour les personnes tolérées qui empêchent la déportation ou qui ont violé leurs obligations de coopérer pour éliminer l'obstacle déportation.</p> <p>Il est interdit aux demandeurs d'asile et aux personnes tolérées originaires de pays sûrs de travailler depuis le 24 octobre 2015 si la demande d'asile a été déposée après le 31 août 2015.</p> <p>Les demandeurs d'asile ou les personnes tolérées ont fondamentalement un accès égal au marché du travail. Leur période d'attente pour l'accès au marché du travail a été récemment ramenée à trois mois.</p>
Italie	<p>L'Italie étant à la fois membre de l'Union européenne (UE) et partie au traité de Schengen, des règles d'immigration différentes s'appliqueront aux travailleurs étrangers venant en Italie en fonction de leur nationalité. Les ressortissants de l'UE et de l'EEE sont libres de travailler en Italie sans avoir besoin d'un permis de travail en vertu des principes européens de libre circulation. Les travailleurs étrangers des pays hors UE / EEE sont généralement tenus de détenir un permis de travail valide de leur employeur et un visa de travail auprès du consulat italien dans leur pays de résidence avant d'entrer en Italie. Alors que l'embauche de ressortissants de pays non membres de l'UE / EEE est soumise à un système de quotas annuels, les professionnels hautement qualifiés sont généralement exemptés de ce quota. Cependant, ils sont toujours tenus de suivre le processus de demande pertinent pour obtenir un permis de travail et un visa.</p> <p>Le guichet unique de l'immigration est responsable de l'ensemble du processus d'embauche de travailleurs étrangers en Italie.</p> <p>Pour avoir un contrat régulier, le guichet unique Immigration doit émettre une demande d'autorisation (Nulla Osta). Cette demande est la validation du bureau qui a eu un contrôle précieux sur les documents du travailleur immigré tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Logement; • Visa; • Déclaration écrite de l'employeur concernant le contrat et le billet d'avion pour le rapatriement.
Espagne	<p>L'accès à l'emploi et à la formation professionnelle pour les non-ressortissants de l'UE est réglementé par l'Unité Grandes Entreprises et Collectivités Stratégiques (UGE-CE) créée en 2007 à travers un accord du Conseil des Ministres espagnol. L'UGE-CE avec le traitement des autorisations de séjour prévues par la loi 14/2013, du 27 Septembre, sur le soutien aux entrepreneurs et leur internationalisation qui facilite l'entrée et le séjour en Espagne pour des raisons d'intérêt économique.</p>

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

3.3 Analyse comparative de contextes nationaux

Le gouvernement de chaque pays participant au projet MigrEmpower a publié des lois spécifiques et mis en place des plans d'action et des services pour les migrants. Après quelques considérations sur le terrain d'entente:

- La langue est perçue à juste titre comme la principale clé de l'inclusion sociale et du marché du travail: chaque pays a développé des services d'apprentissage pour aider les migrants avec la langue du pays d'accueil;
- Le statut de résidence et les documents de séjour réguliers sont nécessaires pour accéder aux services de placement.
- Même si le logement est un aspect fondamental du processus d'intégration pour acquérir des droits et trouver un emploi, des actions spécifiques à ce sujet manquent toujours dans certains pays;
- Le gouvernement chypriote semble être le plus prudent dans le domaine de la non-discrimination, il existe de nombreuses lois, dans le but ultime de lutter contre toute forme de discrimination des migrants.

Ces aspects seront considérés comme le point de départ des recommandations politiques présentées à la section 5.2 du présent rapport.

4. Bonnes Pratiques

4.1 Introduction

Dans les pages suivantes, un aperçu des 60 bonnes pratiques (BP) sélectionnées par les partenaires de MigrEmpower dans 6 pays et une analyse comparative des principaux éléments sont présentés, en insistant sur les aspects d'inclusion et d'exclusion liés à l'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés dans les pays.

4.2 Vue d'ensemble

A partir d'une analyse globale des bonnes pratiques rassemblées et décrites par les partenaires du projet, une vue synoptique des expériences a été présentée dans le tableau suivant en observant les dimensions suivantes:

- Type principal d'intervention
- Entité gestionnaire principale
- Financement principal
- Cible principale
- Type d'activités réalisées dans le projet

Le but de cette analyse est de montrer un résumé des données utiles pour les réflexions ultérieures. Pour cette raison, la complexité des bonnes pratiques décrites dans les différents pays a été simplifiée et un critère de «prévalence» a été indiqué pour chaque dimension typologique. Par conséquent, en ce qui concerne le type d'intervention, il a été considéré comme le principal, mais différentes BP traitaient de l'inclusion sociale et également de la médiation culturelle ou du placement. Ce même raisonnement s'applique à toutes les autres dimensions, à l'exception de la dernière (type d'activités réalisées dans le projet) qui a été comptabilisée au total.

Cette analyse globale permet de commencer quelques premières réflexions comparatives. D'autre part, on peut supposer que le choix fait par les partenaires du projet est déjà le premier résultat d'un travail de sélection pondéré, qui permet de savoir quelles expériences sont les plus pertinentes, efficaces, efficientes, innovantes et durables dans les contextes nationaux.

En ce qui concerne le type, le choix des partenaires de MigrEmpower est principalement axé sur les interventions ayant pour objectif principal «l'insertion / inclusion sociale». Ces BP sont liées à des activités d'enseignement des langues, de logement, de conseil et de coaching, jusqu'à la promotion des réseaux locaux. En second lieu, il y a les BP qui ont comme objectif principal «l'insertion professionnelle» et donc avec des activités plus résolument orientées vers le marché

du travail: de l'analyse des compétences et des connaissances à l'orientation professionnelle. Les BP qui ne concernent que la formation professionnelle ou la médiation culturelle sont moins nombreux.

En regardant la typologie des «managers» ou des «promoteurs» de BP, près de la moitié des sélectionnés par les partenaires sont promus par des organisations à but non lucratif, suivies des associations et fondations, qui sont néanmoins soumises au monde associatif mais avec des catégories juridiques différentes: dans le premier cas, il peut y avoir plus d'informalité et l'utilisation de volontaires plus forte; dans la seconde, ce sont des organisations plus structurées qui tendent à autofinancer leurs projets. Une seule BP a été promue par un organisme représentatif (Mentoring für Migrantinnen und Migranten, Autriche).

BP sélectionnés par les partenaires MigrEmpower: table synoptique

Types d'intervention principaux	N.
Inclusion sociale / insertion	29
Mediation culturelle	7
Formation professionnelle	10
Accès à l'emploi	14
Total (N)	60
Promoteurs principaux	N.
Association ou organisme civil	8
Fondation	5
Organisation à but non lucratif (y compris coopérative sociale)	28
Organisation de migrants ou de réfugiés	2
Partenaires sociaux (associations d'employeurs et syndicats)	2
Institutions nationales	5
Entités locales (municipalités, provinces, régions et équivalents)	5
École et université	3
Entreprise privée	2
Total (N)	60
Principales sources financières	N.
Autofinancement (des partenaires du projet, travail bénévole)	9
Financement public (par des institutions internationales, nationales ou locales)	29
Financement privé (par la vente de biens et de services sur le «marché»)	8
Dons + autofinancement	7
Dons + financement public	5
Autofinancement + financement public	1
Financement public + financement privé	1
Total (N)	60
Cibles principales	N.
Migrants hors UE en général	23
Réfugiés	13
Demandeurs d'asile politique	5
Les femmes victimes de la traite des êtres humains	3
Réfugiés mineurs non accompagnés	5
Personnes défavorisées (autochtones et immigrantes)	7
Migrants et réfugiés + volontaires, citoyens intéressés	2
Formateurs	2
Total (N)	60
Activités principales	N.*

Logement	7
Enseignement des langues	15
Reconnaissance des qualifications et des compétences des migrants et des réfugiés	8
Formation professionnelle	18
Orientation, conseil et recherche d'emploi	24
Formation de groupe (ateliers, tables rondes, simulations, jardins urbains, etc.)	13
Événements publics (culturels, politiques, collecteurs de fonds, etc.)	4
Sensibilisation (brochures, publications, événements, lectures)	5
Promotion politique	4
Rapports	3
Bon	2
Total (N)	103
* Le total est supérieur à 60 parce que les projets pourraient mener plus d'activités.	

Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

Il y a seulement 10 BP promues par les institutions publiques nationales et locales: ceci confirme que l'accueil des réfugiés se fait principalement dans le régime de coopération public-privé, où le contact avec les bénéficiaires est confié aux organismes sans but lucratif. Il est significatif qu'aucune BP ne soit promue par des entités privées à but lucratif. Évidemment, cet aspect peut être le résultat des sensibilités et des sources consultées par les partenaires du projet, mais cela reste un élément à souligner.

Les particuliers participent à certaines BP grâce à un soutien financier: les dons sont destinés à 6 BP; mais les dons ne sont pas suffisants pour soutenir les projets, car ils sont toujours accompagnés d'autofinancement ou de financement public (12 BP). Seuls deux projets sont principalement financés par la vente de produits ou de services sur le marché: Barikamà, une coopérative de migrants à Rome, et la coopérative «Siamo», qui produit des faveurs de solidarité.

Le financement public est le type de financement le plus représentatif des BP sélectionnés (29 sur 60). Cet aspect doit être considéré sérieusement pour les raisons suivantes:

- la dépendance vis-à-vis du financement public peut être un problème de durabilité des interventions;
- il s'agit souvent de prêts assortis d'un délai (liés à des fonds de l'UE ou à des programmes nationaux non systématiques);
- traitant souvent du financement fourni dans le cadre de «l'immigration d'urgence» ou de «l'urgence des réfugiés». Cela implique des fonds liés à des coûts spécifiques (enseignement des langues, repas, première réception, logement), activités qui ne se traduisent pas par l'intégration mais qui prolongent plutôt les conditions de séparation de la société locale.

Ce raisonnement s'applique en particulier aux projets destinés aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, qui représentent un peu moins d'un tiers des BP collectées par les partenaires (18 sur 60). En effet, en analysant la dimension «cible dominante», les BP sélectionnées concernent principalement des projets visant des citoyens

migrants non membres de l'UE (23). Il existe des projets plus spécifiques destinés aux victimes de la traite des êtres humains. Certaines BP intéressantes étaient plutôt adressées aux «personnes défavorisées» en général, sans distinction de nationalité. Ces projets sont très utiles et doivent être reproduits, car ils reposent sur le principe de "normalisation" de l'accueil des migrants, dont les besoins ne doivent pas être considérés comme "extemporanés" ou "exceptionnels", mais doivent être systématisés et unis à ceux exprimés par les cibles défavorisées dites «natives» des pays d'arrivée.

De même, les BP qui ont comme bénéficiaires les «formateurs» semblent être très efficaces, comme le projet «Us and Them» (Chypre) ou le projet Jeunes citoyens au profit des enfants de la rue EVS (France) où la formation de volontaires se déroule avec un échange d'expériences dans les pays d'origine (Maroc en particulier).

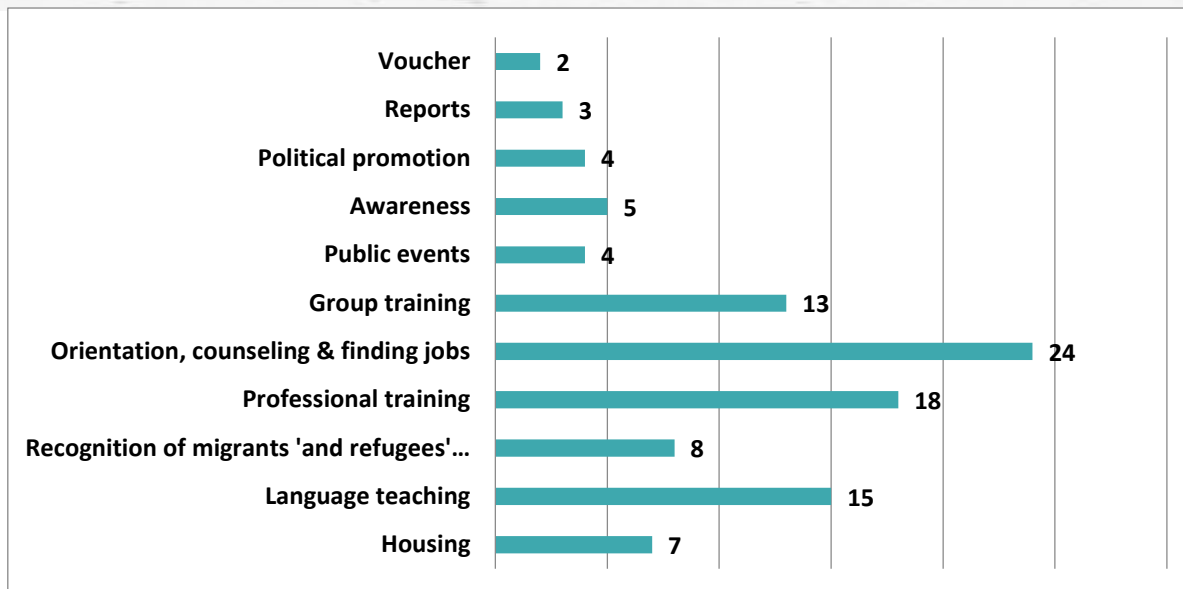
En ce qui concerne le type d'activité menée par les partenaires, comme indiqué dans le graphique, l'orientation, le conseil et la recherche d'emploi sont les activités les plus répandues (24), suivies par la formation professionnelle (18) et l'enseignement des langues (15). La formation en groupe (ateliers, tables rondes, simulations, jardins urbains, etc.) était également très répandue et a stimulé des pratiques innovantes, comme expliqué ci-dessous dans le tableau relatif à l'innovation.

Il n'y a que deux projets qui favorisent l'activité de bons: "Intégration et Diversité" en Autriche et "INSIDE - Inserimento Integrazione nord-suD inclusion" en Italie.

Avant de procéder à l'analyse comparative des dimensions des BP, une analyse des 13 BP ayant, parmi leurs activités, également des formes d'"activisme" de nature politique est présentée. Les formes d'activisme ont été mises en œuvre à travers:

- Des événements publics tels que des événements culturels et interculturels, des conférences et des événements politiques, des lectures, des événements de collecte de fonds, etc.
- Sensibilisation au moyen de brochures, de publications, etc.
- Promotion politique auprès des institutions nationales et internationales.

Graph: Activités réalisées parmi les BP (ordre alphabétique)



Source: Own elaboration. MigrEmpower Partners' National Reports

Ce sont des expériences très importantes car elles combinent les «services» avec la mission politique et recherchent la pertinence par rapport au contexte dans lequel elles se déroulent. En fait, ce sont des situations où l'intolérance envers les étrangers est très évidente, avec des vagues de xénophobie et de fondamentalisme qui peuvent saper tout processus d'intégration. C'est pourquoi la sensibilisation à la portée politique de l'accueil devrait être plus répandue parmi les organisations traitant de l'immigration.

4.3 Analyse transnationale

En ce qui concerne l'analyse comparative des principaux éléments des BP sélectionnées, en mettant l'accent sur les aspects inclusion / exclusion liés à l'intégration sociale et professionnelle des migrants et des réfugiés dans les pays partenaires, une analyse par dimension est présentée ci-dessous.

Le même encadré que les partenaires ont utilisé pour décrire les BP nationales. En particulier, les dimensions analysées sont:

- **Pertinence** - pourquoi les actions du projet / intervention sont importantes pour les bénéficiaires, dans quelle mesure l'intervention a-t-elle permis de trouver des solutions;
- **Innovation** - la capacité de produire des solutions nouvelles, créatives et qualitativement cohérentes pour améliorer les conditions initiales ou pour la satisfaction / solution du besoin / problème original;
- **Efficacité** - la mesure dans laquelle les services / produits / valeur ajoutée apportés par le projet / l'intervention permettent aux bénéficiaires de réaliser les bénéfices attendus;

- **Efficienc**e - la qualité et la quantité des services offerts en réponse à l'intervention, par rapport aux coûts globaux encourus pour leur livraison;
- **Impact** - les changements que l'intervention vise à réaliser sont liés à des conditions qui tendent à demeurer stables au fil du temps;
- **Durabilité** - l'orientation du projet / intervention à s'appuyer sur les ressources existantes ou la capacité de générer de nouvelles ressources en soi. Au-delà de la capacité de s'auto-régénérer financièrement, les aspects de la durabilité qui sont destinés à mettre l'accent portent aussi sur la stabilité des bénéficiaires d'un parcours de placement pour les bénéficiaires;
- **Genres** – l'attention aux bonnes pratiques pour prendre en compte les aspects liés au genre dans sa mise en œuvre, rendre visible, identifier et considérer les circonstances, les besoins et les problèmes spécifiques des femmes migrantes / réfugiées.

Pendant le développement de l'analyse, les facteurs principaux ont été identifiés pour chaque dimension qui a montré «mode» et «problèmes» au sujet des BP. De chaque expérience, des aspects essentiels ont été pris en compte pour souligner les stratégies les plus efficaces.

La valorisation du travail indépendant, lié au concept d'autonomisation des migrants, est un exemple pertinent dans certaines BP. Par exemple l'accent mis sur la valorisation des compétences de chaque migrant, que la plupart d'entre eux ne sont pas en mesure d'utiliser pour chercher un emploi.

Il est crucial de considérer dans les actions d'intégration, le processus de formation (également compris comme stage) pour faciliter l'accès au marché du travail et à la réalisation de l'émancipation économique.

Même si la réalisation de ce type de trajectoire n'est pas simple, il existe un large réseau d'acteurs locaux et d'associations du troisième secteur pouvant soutenir les mesures proposées.

L'un des meilleurs aspects de l'analyse est la valeur de ces réseaux locaux et leur coopération fonctionnelle avec chaque projet.

Comme mentionné ci-dessus sont impliqués dans ces réseaux locaux:

- les associations du troisième secteur,
- gouvernements locaux,
- acteurs privés (même s'ils ne sont pas directement impliqués dans les projets).

Grâce à la collaboration entre ces acteurs, des expériences réussies ont été réalisées avec un haut niveau d'efficacité et d'efficience même dans des situations de faible développement économique.

Critère	Description
Pertinence	<p><u>Pour l'inclusion/intégration</u></p> <p>- Partage des espaces sociaux et quotidiens</p> <p>La possibilité de partager les mêmes espaces sociaux quotidiens entre les citoyens et les migrants, il était pertinent et utile de répondre aux besoins du contexte et des bénéficiaires des BP. Par exemple, le projet «Nachbarinnen in Wien» (Voisins à Vienne) propose diverses activités de partage, y compris le «petit-déjeuner éducatif», dans lequel une personne peut inviter un «voisin» de même culture pour un «petit-déjeuner d'une heure», poser des questions et soulever tous les sujets qu'ils veulent savoir ou partager. Entre les thèmes dans Petits déjeuners éducatifs: délais à certaines autorités, système éducatif, information et événements de construction de ponts aux services de l'Office de protection de la jeunesse, gestion et opportunités de loisirs, (anti) radicalisation, droit de résidence, santé mentale, vie de famille ici et ailleurs et bien d'autres.</p> <p>Parallèlement à ces activités, il convient de mentionner les BP qui encouragent les migrants ou les réfugiés à participer à la vie politique et civique (projet «WIR Zusammen», «Accompagnement par des processus d'intégration» en Autriche et projet «Zona 8 Solide» en Italie).</p> <p>Sur le partage des espaces sociaux, une analyse distincte doit être faite pour les projets de large hébergement ou large hospitalité.</p> <p>Un modèle consolidé par la Coopérative Cadorse S.C.S. en Italie, par exemple, qui assure la diffusion des réfugiés en petits groupes uniformément répartis dans les différentes municipalités du territoire. Cette formule favorise: une intégration plus rapide, car les migrants ont tendance à interagir avec les Italiens; en même temps, un impact trop fort sur la communauté locale est évité.</p> <p>Le projet «Urbagri4Women» promeut l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes, à travers la réhabilitation des périphéries urbaines, actuellement en situation d'abandon ou de dégradation, où la pratique de l'agriculture urbaine est appliquée à travers des laboratoires pratiques visant le dialogue interculturel et des villes plus durables.</p> <p>- Promouvoir l'autonomie et la capacité d'autodétermination des migrants et des réfugiés</p> <p>L'autodétermination, l'autonomie des choix, l'indépendance de la vie quotidienne sont autant d'éléments récurrents dans les BP sélectionnées. L'autonomie passe d'abord par la connaissance du nouveau territoire dans lequel les migrants doivent vivre: les formations spécifiques à la maison digitale en projet de formation numérique (France), par exemple, permettent une connaissance des services publics (tout comme le Guide Multilingue du projet Guide de</p>

Chypre), ou le soutien individuel à la création, l'amélioration ou le contrôle d'outils d'insertion dans le cadre du projet «PANTINE», également en France. Pour promouvoir l'autonomie, il est également possible de travailler sur une vision positive du pays d'origine, de son histoire, de son image positive, de son apprentissage et de son accès au marché du travail (Black Women Community, Autriche).

L'aspect émotionnel et psychologique est également lié aux projets qui visent l'intégration sociale à travers le travail:

Comme le projet «Bolsa de empleo» (Job Bank) en Espagne, non seulement pour fournir aux bénéficiaires toutes les informations nécessaires à leur insertion professionnelle, mais aussi pour développer une bonne attitude proactive face à la recherche d'emploi. Par conséquent, les bénéficiaires de ce programme ont non seulement les bons outils pour leur orientation professionnelle, mais ils acquièrent les compétences nécessaires pour trouver un emploi, tout en travaillant en même temps sur leur attitude personnelle pour mener une recherche d'emploi efficace. Les utilisateurs appartiennent généralement aux groupes les plus vulnérables en raison de leur faible niveau d'éducation.

Pour la formation et l'accès à l'emploi

- Reconnaissance des qualifications et des compétences des migrants et des réfugiés

C'est un aspect traditionnel des projets d'orientation professionnelle, mais il existe toujours un problème ancestral: la difficulté de reconnaître les qualifications des migrants, la compréhension de leurs compétences: c'est pourquoi beaucoup d'entre eux travaillent en dessous de leurs compétences.

Pour cette raison, l'activité de reconnaissance des qualifications et des compétences des migrants et des réfugiés (compétences non formelles également) est très importante, ainsi que la préparation de documents officiels importants (c'est-à-dire le projet "Public Writer" en France).

- Attention à la recherche d'emploi

Les projets les plus pertinents en matière de placement sont ceux qui ont su adapter l'offre de formation et l'orientation professionnelle vers les secteurs économiques où la demande de travail est la plus forte. Quelques exemples sont fournis ci-dessous:

Le projet "Vocational Pedagogical Institute" fondé par le mouvement autrichien des jeunes travailleurs - ÖJAB en Autriche a orienté les bénéficiaires dans le travail et la transformation du bois, du verre, du métal et de l'électronique, afin de permettre aux participants de se familiariser avec la mécatronique et l'électrotechnique, la technologie des métaux, la technologie du verre et la ferblanterie, les domaines qui sont nécessaires pour être qualifié en tant que travailleur qualifié en Autriche.

Les domaines professionnels du codage et de la programmation ont également été pertinents, comme la coordination de l'asile en Autriche ou l'utilisation d'outils numériques pour l'éducation et la formation des migrants nouvellement arrivés dans le projet «Inclusion numérique» (Chypre).

Les compétences en informatique et la promotion de sujets scientifiques pour les femmes migrantes ont été réalisées dans le cadre du projet «Alphabétisation numérique» à travers des ateliers de groupe mobiles dans les quartiers dits « sensibles », en France.

Un autre moyen pertinent d'orientation professionnelle était d'améliorer les compétences linguistiques des migrants à inclure dans les entreprises opérant sur les marchés internationaux (c'est-à-dire le projet «Mentoring for Migrants» de Chypre).

Le secteur agricole et l'écologie en général ont également montré d'importants exemples de pertinence, par exemple le projet Portes et Actions pour l'emploi des Roms (France), où il y a l'activité maraîchère, la production et le séchage de plantes aromatiques et médicinales, laboratoire de traitement des légumes (conserverie), menuiserie. Sur le plan agricole, cependant, le phénomène du «caporalato» doit être pris en compte, notamment en Italie.

A ce sujet, il y a le projet "Casa Scalabrini 634", qui soutient l'intégration du logement au travail dans l'agriculture et dénonce et contredit le "caporalato" (intermédiation illégale de la main-d'œuvre). Enfin, un autre secteur très important pour l'emploi des migrants concerne le secteur des ménages: le vieillissement de la population européenne et la demande de services domestiques et infirmiers (appelés emplois blancs) constituent un débouché important et un vecteur d'intégration (c'est-à-dire le projet "Hacia la Igualdad en el Empleo del Hogar", Espagne).

-Réseau

Une méthodologie triangulaire a été mise en œuvre (par les travailleurs, les entités intermédiaires et les employeurs) dans plusieurs BP. C'est le cas du projet «Hacia la Igualdad en el Empleo del Hogar» (Espagne) avec le soutien méthodologique de l'Université Loyola Andalucía. Le projet «Red de Centros d'Ítaca» (Espagne) favorise également la conception d'activités en coopération avec des entreprises (ne les considérant pas comme de simples fournisseurs d'offres) et la mise en réseau. De même, le projet «Asile Coordination» (Autriche) et le projet «INSIDE - INSerimento Integrazione nordsuD inclusion» (Italie) sont des exemples d'activités de mise en réseau interinstitutionnelles visant à encourager la coopération entre bureaux et services dans la région. Toujours dans le domaine de l'agriculture, le projet «Campi riapertiti» (Italie) a mis en place un vaste réseau de sociétés privées opérant dans le domaine de l'agriculture sociale, donnant un coup de fouet au projet, avec un impact positif sur

	<p>l'inclusion des migrants. Malgré les difficultés économiques, les entreprises qui accueillent les stagiaires dans de nombreux cas sont en mesure d'offrir aux migrants la possibilité de continuer l'expérience avec un nouveau contrat.</p>
Innovation	<p>Les aspects les plus innovants des BP sélectionnées sont: Utilisation des nouveaux médias (projet «Asylum Coordination» en Autriche): utilisation de l'économie collaborative et de la formation partagée, Communautés de pratique («We Together», «Accompanying by Integration Processes», Autriche) ou activités artistiques de chant, représentant des ateliers et des pièces de théâtre, un cirque pour les jeunes filles rom, tout comme "Ateliers artistiques" (France) et "MigrArte" (Italie). Le projet «BLEND-IN» (Chypre) vise à développer une trousse d'orientation linguistique et culturelle sous la forme d'une application mobile qui répondra aux besoins des jeunes migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, tels que la langue et la communication, trouver une maison et un emploi, services médicaux etc.</p>
Efficacité	<p>Pour le placement, certaines BP ont été efficaces pour les aspects suivants: Promotion de l'auto-emploi, de l'autofinancement, de la collecte de fonds et du financement participatif: il s'agit d'une orientation intéressante pour intégrer efficacement le marché, même avec le travail indépendant. Par exemple, le projet «Servicio de atención integral» Un service de soins complets (Espagne) est le service «Offres d'emploi indépendant»: cette formation vise à promouvoir le travail indépendant et bien que ciblée sur l'ensemble de la population, elle souligne la participation du groupe des femmes immigrées car elles sont les plus vulnérables lorsqu'il s'agit de trouver un emploi. Une fois ces formations préalables terminées, les femmes migrantes sont considérées comme les plus vulnérables à la recherche d'un emploi et elles considèrent que les utilisateurs ont suffisamment d'outils et de compétences pour chercher un emploi de façon autonome. Une série d'offres d'emploi et une présélection par les personnes qui répondent au profil recherché par l'employeur lui fournissent leurs numéros de téléphone pour contacter les candidats et réaliser les entretiens, ainsi que des offres via le réseau ou des entités liées. Les personnes qui répondent au profil d'après la base de données, sont contactées par téléphone et l'offre leur est expliquée.</p> <p>Accompagnement au placement: Le projet «Job Sponsorship» a tendance à aider les individus à intégrer le marché du travail grâce à un parrainage mis en place entre un parrain et une personne parrainée. Souvent, les personnes parrainées sont des réfugiés, une main-d'œuvre qualifiée, mais en raison de leur langue ou de difficultés d'insertion, ils ne peuvent pas trouver un emploi convenable. Cette bonne pratique les fait se sentir soutenus par quelqu'un et leur donne la motivation dans la recherche d'un emploi. Ce n'est pas novateur,</p>

	<p>mais très nécessaire, car le contact humain et le soutien sont essentiels à une bonne inclusion sociale. Les parrains travaillent déjà et ont de l'expérience dans le marché du travail, ce qui rend leur intervention efficace et adaptée aux parrainés. Le fait que le système repose sur une base volontaire rend difficile la recherche de nouveaux sponsors et motive les gens à participer à ce programme.</p>
<p>Efficience</p>	<p>Les bonnes pratiques collectées montrent généralement un haut degré d'efficacité dans la relation entre les actions réalisées et les ressources disponibles. Cela concerne une variété d'aspects allant de la gestion des ressources économiques allouées à la mise en œuvre des initiatives à la gestion des coûts de paiement des ressources humaines impliquées.</p> <p>La gestion prudente des aspects économiques est souvent facilitée par le soutien offert par le réseau d'acteurs impliqués dans les activités, dont la contribution permet d'obtenir des résultats parfois supérieurs aux attentes.</p> <p>Il y a aussi des cas où de bons résultats ont été obtenus avec des ressources limitées. Dans ces cas, la contribution des volontaires a permis une augmentation de la performance des activités même avec des ressources limitées et face à une demande croissante d'assistance aux migrants et aux réfugiés.</p> <p>Toujours en termes de processus, les actions proposées ont été efficaces. L'insertion sociale et / ou professionnelle des migrants s'est accompagnée d'interventions qui proposent des modèles d'intégration équilibrés entre la dimension formation, l'orientation professionnelle et les parcours de placement. Le long de cette chaîne d'approvisionnement, à partir des supports didactiques utilisés jusqu'à la phase de «repérage» des opportunités de placement des migrants / réfugiés, l'efficience des interventions se traduit par la capacité à construire des relations stables et durables avec les participants, pour activer les ressources du capital social sur le territoire, en alimentant des réseaux informels qui peuvent rendre les processus d'intégration plus fluides.</p>
<p>Impact</p>	<p>En termes de formation et de travail, les bonnes pratiques semblent avoir un impact significatif sur les destinataires des interventions. Les résultats acquis lors des nombreuses actions proposées sont stables et durables. La référence va, par exemple, aux parcours d'apprentissage des langues, à la reconnaissance formelle des compétences déjà acquises par le migrant, ainsi qu'aux possibilités offertes au migrant / réfugié d'utiliser de manière autonome, des outils et des canaux de travail. Dans le nombre de bonnes pratiques collectées, le nombre de sujets impliqués a progressé et des effets positifs ont également été constatés sur les organisations qui ont réalisé les interventions, qui sont parfois devenues des modèles inspirés par d'autres acteurs</p>

	<p>locaux.</p> <p>Du point de vue «culturel», très souvent, les interventions ont également impliqué des citoyens autochtones, afin de créer un système de relations entre les migrants / réfugiés et les populations locales pour faciliter les processus d'intégration. L'objectif principal de plusieurs bonnes pratiques est de transmettre aux migrants / réfugiés étrangers et aux citoyens des pays d'accueil une meilleure compréhension de l'étranger. Cette perspective a permis aux participants de mieux faire face aux conflits et d'éviter les malentendus.</p> <p>En suivant cette logique par exemple, les activités qui ont été décrites dans les bonnes pratiques sur divers sujets, visent à favoriser la création de groupes interculturels, dans lesquels chaque migrant a la possibilité de partager ses expériences et ses besoins par l'apprentissage mutuel.</p> <p>En outre, l'impact positif sur les migrants / réfugiés des expériences de travail indépendant ne doit pas être sous-estimé. Dans ce cas, les expériences recueillies offrent des indications positives: après plusieurs années de démarrage de leur propre activité professionnelle, les migrants ont acquis leur propre indépendance et se sont perçus comme des sujets totalement intégrés.</p> <p>On peut affirmer que l'indicateur principal qui représente l'impact positif des interventions sur la cible de référence, est une amélioration générale des conditions de vie et l'activation des processus d'intégration qui rassemblent l'apprentissage des langues, la formation professionnelle, l'activation du placement, même avec l'utilisation d'outils ad hoc construits à dessein - et l'intégration sociale.</p>
<p>Durabilité</p>	<p>La durabilité des projets / initiatives identifiés devrait être analysée sur trois axes:</p> <p>a) le premier aspect concerne les modèles d'intervention appliqués, avec des caractéristiques qui peuvent être reproduites dans différents contextes et secteurs. C'est le cas pour les parcours de placement, ainsi que dans le cas de formations pour le transfert de compétences linguistiques ou de compétences spécifiques à avoir sur le marché du travail.</p> <p>L'élément de transférabilité est un point focal pour la plupart des bonnes pratiques détectées.</p> <p>b) le deuxième aspect concerne l'élément économique, qui, dans de nombreux cas, rend les initiatives viables même à moyen et long terme, dans d'autres présente un aspect critique sur lequel les politiciens devraient accorder une attention particulière.</p>

	<p>c) le troisième aspect concerne la valeur des réseaux territoriaux et des partenariats qui permettent de surmonter une série de problèmes à la fois économiques et organisationnels, à travers une forte valorisation des réseaux qui tournent autour du projet.</p>
Genres	<p>L'intégration du genre est présente dans plusieurs bonnes pratiques; certaines d'entre elles concernent des projets spécifiquement destinés aux femmes, avec une attention particulière aux processus de discrimination. Dans certains cas, par exemple, l'attention a été portée sur les femmes et les jeunes, afin de montrer une forte interconnexion entre le bien-être des femmes et le bien-être de leurs enfants.</p> <p>Dans d'autres cas, les projets visaient exclusivement les femmes migrantes, un groupe vulnérable en raison de la double discrimination qu'elles subissent (parce qu'elles sont des femmes et parce qu'elles sont des migrants, c'est-à-dire le projet «Black Women Community»). Le processus d'insertion sociale et professionnelle a été imaginé non seulement pour intervenir sur des situations de besoin matériel et immatériel, mais aussi pour apporter, sur le plan culturel, une réponse concrète aux stéréotypes dominants.</p> <p>Le projet «Urbagri4Women» est un projet européen visant à favoriser l'intégration des femmes migrantes, y compris les demandeurs d'asile et les bénéficiaires de la protection internationale, dans la société d'accueil, leur permettant de développer des initiatives agricoles innovantes et autosuffisantes contribuant à la réhabilitation urbaine.</p> <p>Le projet promeut l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes, à travers la réhabilitation des périphéries urbaines, actuellement en situation d'abandon ou de décadence, où la pratique de l'agriculture urbaine est appliquée à travers des laboratoires pratiques qui favorisent le dialogue interculturel et des villes et communautés plus durables.</p>

4.4 Bonnes pratiques sélectionnées dans chaque pays partenaire

Le tableau suivant présente les bonnes pratiques que les partenaires du projet ont sélectionnées dans leurs pays selon les critères mentionnés ci-dessus:

L'AUTRICHE	
Nom GP 1	Nachbarinnen à Vienne - Voisines à Vienne
Promoteur	Voisins à Vienne - Nachbarinnen à Vienne
Sujet principal	Interculturalité, savoir transculturel et travail social
Nom GP 2	réfugiés {code} codant l'école pour l'intégration
Promoteur	réfugiés {code}

Sujet principal	Le domaine est éducatif avec un accent spécifique sur les demandes du marché du travail dans le secteur de l'informatique (codage et développement de logiciels)
Nom GP 3	Coordination de l'asile Autriche
Promoteur	Asylkoordination
Sujet principal	Autonomisation des réfugiés (en mettant l'accent sur les réfugiés mineurs non accompagnés UMF); appliquer une politique d'asile ouverte en Autriche et en Europe; services pour les communautés de migrants et la société civile intéressée
Nom GP 4	Institut pédagogique professionnel
Promoteur	Mouvement des jeunes travailleurs autrichiens (ÖJAB)
Sujet principal	Orientation professionnelle et formation professionnelle dans les secteurs techniques et la langue allemande; autonomisation et reconnaissance des qualifications et des compétences des migrants et des réfugiés en mettant l'accent sur la qualification du marché du travail
Nom GP 5	Intégration et diversité
Promoteur	Autorité municipale de Vienne
Sujet principal	Service offert par les institutions municipales pour tous les nouveaux habitants de Vienne; le domaine principal est le coaching offert par l'administration publique.
Nom GP 6	Accompagnement par des processus d'intégration
Promoteur	We Together
Sujet principal	L'intégration sociale et la participation politique en mettant l'accent sur l'autonomisation et la participation active des bénévoles, des réfugiés et des citoyens intéressés dans les petites municipalités.
Nom GP 7	Communauté des femmes noires
Promoteur	Black Women Community
Sujet principal	Travail communautaire à Vienne pour l'interculturalité, le savoir transculturel, la lutte contre la discrimination, la sensibilisation culturelle ainsi que le travail social en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes
Nom GP 8	Projet de logement et d'intégration
Promoteur	Ute Bock Association
Sujet principal	Le conseil tout au long des premières étapes du processus d'intégration, de l'éducation et du logement
Nom GP 9	Mentorat pour les migrants
Promoteur	Chambre de Commerce d'Autriche
Sujet principal	Intégration du marché du travail pour les migrants éduqués ainsi que renforcer les compétences interculturelles des experts dans les entreprises.
Nom GP 10	Centre d'intégration du gouvernement de l'état de Basse-Autriche
Promoteur	Centre d'intégration du gouvernement de l'état de Basse-Autriche
Sujet principal	Integration

CHYPRE

Nom GP 1	Proet "Us and Them"
Promoteur	Cardet

Sujet principal	Le but du projet était de former des personnes, qui travaillent avec des adultes, à devenir plus tolérantes et compréhensives envers les personnes venant d'un autre milieu
Nom GP 2	LIGHTHOUSE project
Promoteur	Cardet
Sujet principal	L'autonomisation financière et l'employabilité des migrants à intégrer dans le pays d'accueil
Nom GP 3	Inclusion Digitale
Promoteur	University of Nicosia
Sujet principal	E-learning pour les migrants et / ou les réfugiés
Nom GP 4	miHub (Migrant Information Center)
Promoteur	miHub (Migrant Information Center)
Sujet principal	Soutien social, aide à la recherche d'emploi, défense des intérêts, soutien psychosocial mobile et soutien psychologique
Nom GP 5	BLEND-IN
Promoteur	Cardet
Sujet principal	Orientation linguistique, culturelle et sociale des jeunes réfugiés
Nom GP 6	URBAGRI4WOMEN
Promoteur	Cardet
Sujet principal	Migration, autonomisation sociale et civique et entrepreneuriat
Nom GP 7	L2M (Mothers and children in L2)
Promoteur	Cardet
Sujet principal	Autonomisation sociale, autonomisation civique, migration, autonomisation des langues, autonomisation de l'éducation
Nom GP 8	Mise à niveau du guide d'information chypriote
Promoteur	Innovade
Sujet principal	Guide avec des informations générales sur Chypre pour faciliter l'intégration sociale
Nom GP 9	Mediterranean Migration Network
Promoteur	Mediterranean Migration Network
Sujet principal	Soutenir l'échange d'idées, de bonnes pratiques et la collaboration entre les parties prenantes concernées, les décideurs politiques, le grand public, les organisations publiques et privées, qui travaillent avec les migrants dans les domaines de la diversité et de l'intégration
Nom GP 10	iLearn Greek
Promoteur	Agios Athanasios Municipality
Sujet principal	Cours de langue grecque pour les ressortissants de pays tiers

FRANCE

Nom GP 1	Ateliers sur la citoyenneté et la culture française
-----------------	------------------------------------------------------------

Promoteur	ARSEA (Ass. Régionale Spécialisé d'action sociale d'Éducation et d'Animation)
Sujet principal	L'intégration des jeunes réfugiés, en leur donnant les codes et les valeurs dont ils ont besoin pour communiquer, interagir et vivre de la manière la plus confortable.
Nom GP 2	Ateliers artistiques
Promoteur	Ville de Strasbourg
Sujet principal	Intégration socioculturelle
Nom GP 3	Cours de langue
Promoteur	Caritas
Sujet principal	Domaine éducatif informel, pour acquérir des compétences de base en communication
Nom GP 4	Maison Digitale
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Des formations spécifiques à la formation informatique et numérique pour les migrants
Nom GP 5	Ecrivain public
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Accès aux droits des différents groupes de bénéficiaires
Nom GP 6	Zones urbaines sensibles
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Alphabétisation numérique grâce à des ateliers de groupe mobiles dans les quartiers dits "sensibles" (domaine de l'intégration socioprofessionnelle)
Nom GP 7	Portail et actions pour l'emploi des Roms
Promoteur	Les Jardins de La Montagne Verte
Sujet principal	Inclusion sociale et professionnelle par plusieurs activités: maraîchage, production et séchage de plantes aromatiques et médicinales, laboratoire de transformation des légumes (conserverie), menuiserie
Nom GP 8	PANTINE
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Intégration professionnelle (job coaching pour demandeurs d'emploi et inactifs): accompagnement individuel pour la création, l'amélioration ou le contrôle des outils d'insertion.
Nom GP 9	Parrainage
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Les personnes intègrent le marché du travail grâce à un parrainage mis en place entre un parrain et une personne parrainée
Nom GP 10	Ecriture de CV
Promoteur	Pole Emploi
Sujet principal	La Bonne Pratique est utilisée lors de l'accompagnement des jeunes adultes vers le travail et l'inclusion sociale
Nom GP 11	Initiatives de jeunes citoyens au profit des enfants de la rue SVE
Promoteur	Amsed
Sujet principal	Envoi de volontaires de France à une organisation partenaire au Maroc.

ALLEMAGNE

Nom GP 1	Mosaik Leipzig e.V. - Centre de compétence pour le dialogue transculturel e.V.
Promoteur	Mosaik Leipzig e. V, Charitable organization, NGO
Sujet principal	Conseil en migration, soutien psychosocial, traitement, thérapie, conseil en efficacité énergétique.
Nom GP 2	Honorary Hotel – Intercultural meeting centre
Promoteur	Honorary Hotel (HELDEN WIDER WILLEN e.V.) Charitable organization
Sujet principal	L'Hôtel Honoraire est une maison où les artistes locaux ouvrent leurs portes pour faciliter les rencontres entre la communauté culturelle locale, les résidents de la région et les nouveaux arrivants.
Nom GP 3	Start with a Friend e.V.
Promoteur	Start with a Friend e.V. (Charitable organization)
Sujet principal	Les étrangers peuvent être amis: l'intégration sociale en créant des tandems entre les locaux et les réfugiés. Commencer avec un ami veut donner à chacun une chance de participer en fonction de ses intérêts personnels. Un cadre de bénévoles est créé pour organiser la vie autour de la famille, du travail et du bénévolat.
Nom GP 4	Event Catering Leipzig GmbH
Promoteur	Event Catering Leipzig GmbH (Gastronomy service/Restaurant)
Sujet principal	Fournir des opportunités de travail et d'apprentissage pour les migrants dans la gastronomie / restaurant
Nom GP 5	Cours d'antégration
Promoteur	Wisamar Bildungsgesellschaft gGmbH
Sujet principal	Pour favoriser une culture d'accueil à l'échelle locale et européenne, l'hôtel honoraire travaille à bâtir un cercle de confiance entre les communautés culturelles, les résidents d'une région et les nouveaux arrivants.
Nom GP 6	Cours de langue professionnelle
Promoteur	Wisamar Bildungsgesellschaft gGmbH
Sujet principal	Élever des personnes ayant des antécédents de migration vers un niveau de langue B2 professionnel allemand et les aider à se préparer à une demande d'emploi, ou une formation professionnelle.
Nom GP 7	Feuille de route de l'UE
Promoteur	Wisamar Bildungsgesellschaft gGmbH
Sujet principal	Pour favoriser une culture d'accueil à l'échelle locale et européenne, l'hôtel honoraire travaille à bâtir un cercle de confiance entre les communautés culturelles, les résidents d'une région et les nouveaux arrivants.
Nom GP 8	Maison d'hôtes internationale
Promoteur	International Guesthouse
Sujet principal	Fournir des opportunités de travail et la possibilité d'acquérir une expérience de travail dans le secteur de l'hôtellerie auprès des migrants et des réfugiés à Leipzig.
Nom GP 9	Agentur Punktde
Promoteur	Agentur Punktde
Sujet principal	Apprentissage et opportunités de travail pour les migrants / réfugiés talentueux dans le domaine des technologies de l'information
Nom GP 10	MyStory
Promoteur	Wisamar Bildungsgesellschaft gGmbH

ITALIE	
Nom GP 1	“Campi riaperti” project
Promoteur	Casa Scalabrini 364
Sujet principal	Il a adopté un programme intégral allant de la réception à l'intégration sociale des migrants, à partir de 2014, ils ont défini et lancé le projet Fields ouvert, un parcours individualisé et un placement des jeunes réfugiés (chez les jeunes de plus de 18 ans) dans le monde de l'agriculture sociale.
Nom GP 2	Le parti de la solidarité favorise la production
Promoteur	Cooperativa sociale SIAMO
Sujet principal	L'objectif du projet est de créer des opportunités d'emploi où les migrants peuvent s'identifier, faisant ressortir des «talents» et des «passions». L'implication émotionnelle dans l'initiative est en effet considérée comme un élément essentiel pour entamer une trajectoire de socio-emploi qui a un impact significatif sur la vie du migrant.
Nom GP 3	Soutien à l'auto-entrepreneuriat des migrants - start-ups innovantes
Promoteur	Social Enterprise Less Onlus
Sujet principal	Soutenir l'auto-entrepreneuriat des migrants - des start-ups innovantes en vue d'une autonomie sociale et de travail sur le territoire.
Nom GP 4	Ateliers théâtre MigrArte
Promoteur	Association Traparentesi Onlus
Sujet principal	L'atelier de théâtre MigrArte est avant tout calé sur les besoins des usagers qui fréquentent habituellement l'association en réponse à un besoin de sociabilité et d'expression créative, libéré de l'apprentissage quotidien du travail et de l'apprentissage canonique de la langue.
Nom GP 5	Barikamà
Promoteur	Social Cooperative Barikamà
Sujet principal	Organisation créée par un groupe de jeunes Africains pour produire des produits biologiques de manière indépendante, sans le rôle de travailleurs agricoles exploités.
Nom GP 6	Ex Caserma Montello - Personne n'est illégal
Promoteur	Zona8Solidale (Citizens' committee)
Sujet principal	L'objectif de la Zona 8Solidale est d'expérimenter des formes de citoyenneté active visant à accueillir les réfugiés hébergés dans le Centre de Réception Extraordinaire (CAS) pour les demandeurs d'asile dans les espaces de l'ancienne caserne Montello, située dans l'Hôtel de Ville de Milan 8.
Nom GP 7	Hébergement Cadore SCS
Promoteur	Cadore S.C.S. (Social Cooperative)
Sujet principal	Cadore S.C.S. offre un modèle d'«accueil large» ou de «grande hospitalité» pour les réfugiés nécessitant une protection internationale. Un modèle consolidé par la coopérative qui assure la diffusion des réfugiés en petits groupes uniformément répartis dans les différentes communes du territoire.
Nom GP 8	Phare dans la ville
Promoteur	Albero della Vita Foundation

Sujet principal	Le projet «Faro in città» vise à couvrir les besoins fondamentaux des familles ayant des enfants demandeurs d'asile en Italie, tels que l'hébergement, la nourriture, les soins de santé et l'accès à l'information de base et à promouvoir l'inclusion sociale des familles.
Nom GP 9	INSIDE – INSerimento Integrazione nordsuD inclusion
Promoteur	ANPAL (Agenzia Nazionale Politiche Attive del Lavoro)
Sujet principal	Accès à l'emploi: promotion de stages de placement social, destinés aux titulaires de protection internationale hébergés dans le système SPRAR (système de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés). Le système SPRAR est un réseau d'autorités locales et d'ONG hébergeant des demandeurs d'asile et des réfugiés.
Nom GP 10	Non solo asilo
Promoteur	Cooperativa O.RSo SCS
Sujet principal	Le projet avait pour objectif principal le renforcement des voies d'insertion socio-économique des bénéficiaires, à travers la mise en œuvre d'interventions visant à améliorer les compétences professionnelles et l'état de santé des migrants avec des parcours personnalisés d'inclusion sociale et d'accès aux services sur le territoire.

ESPAGNE

Nom GP 1	Bolsa de empleo (Programme de banque d'emplois)
Promoteur	Fundación Acobe
Sujet principal	Itinéraires intégrés visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires avec perspective sociale
Nom GP 2	Hacia la Igualdad en el Empleo del Hogar (Vers l'égalité dans l'emploi des ménages)
Promoteur	Asociación Claver
Sujet principal	Domaine du travail: analyse de l'impact de la loi révisée sur les femmes migrantes employées dans le secteur des ménages du point de vue des femmes employées, des entités intermédiaires et des employeurs
Nom GP 3	Red de Centros de empleo Ítaca (Réseau des centres d'emploi "Ítaca")
Promoteur	Cepaim Foundation
Sujet principal	Domaine du travail: appel à propositions lancé par le service d'intégration pour les personnes hors UE
Nom GP 4	Actúa, Empléate y TRATAME bien
Promoteur	Cepaim Foundation
Sujet principal	Domaine du travail. Service de l'emploi encadré dans le programme d'accueil
Nom GP 5	Domaine du travail. Service de l'emploi encadré dans le programme d'accueil
Promoteur	AD Los Molinos
Sujet principal	Domaines sociaux et professionnels. Le programme favorise l'insertion sociale et professionnelle des migrants à travers le développement d'itinéraires d'insertion personnalisés.
Nom GP 6	Fortalecimiento y promoción de mujeres inmigrantes in situación de vulnerabilidad mediante atención integración y formación para el empleo (Renforcement et promotion des femmes migrantes en situation de vulnérabilité par des soins complets et une formation à l'emploi)

Promoteur	MZC – Mujeres en Zona de Conflicto
Sujet principal	Projet d'insertion sociale et professionnelle
Nom GP 7	Enredaderas por el empleo (Vignes pour l'emploi)
Promoteur	Prodiversa
Sujet principal	Projet d'insertion sociale et professionnelle
Nom GP 8	Servicio de atención integral (Un service d'attention complet)
Promoteur	Codenaf
Sujet principal	Insertion sociale et professionnelle des migrants, en accordant une attention particulière aux femmes en raison de leur double discrimination
Nom GP 9	Siempre hay tiempo (Il y a toujours du temps)
Promoteur	Accem
Sujet principal	Les domaines social et éducatif, puisque le but du projet serait d'intégrer la population migrante à travers la formation
Nom GP 10	RAI
Promoteur	Fundació Surt
Sujet principal	Ce projet vise à fournir une intégration sociale et professionnelle aux femmes victimes de la traite par le développement de plusieurs aspects

Le tableau suivant montre les bonnes pratiques qui synthétisent la plupart des aspects analysés. Dans les pages suivantes, 2 bonnes pratiques sont présentées par pays à titre d'exemple. Pour avoir une connaissance plus approfondie de toutes les BP sélectionnées dans les 6 pays du projet, veuillez visiter la section correspondante sur le site web du projet²³.


AUTRICHE	CHYPRE	FRANCE
Projet WIR Zusammen - Ensemble - Accompagnement des processus d'intégration	Mise à niveau du guide d'information chypriote	Cours de formation spécifiques à la maison numérique dans le projet de formation informatique et numérique
MA17 - Ville de Vienne Integration und Diversität	URBAGRI4WOMEN	Portail et actions pour l'emploi des Roms
ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE
Mosaik Leipzig e.V. - Centre de compétence pour le dialogue transculturel e. V.	Zona 8Solidale project	Bolsa de empleo (Job Bank programme)
Commencez avec un ami e.V.	Casa Scalabrini 634 project	Hacia la Igualdad en el Empleo del Hogar

²³ www.migrempower.eu

Autriche

BP: WIR Zusammen – Tous ensemble - Accompagnement par des processus d'intégration

Description synthétique

<p>Titre de la BP:</p>  <p>BEGLEITUNG von INTEGRATIONSPROZESSEN</p> <p>Tous ensemble - Accompagnement par des processus d'intégration</p> <p>WiR-ZUSAMMEN – Begleitung von Integrationsprozessen</p>	<p>Contact:</p> <p>Empathy Now!</p> <p>Association (Verein)</p> <p>ONG (Empathy Now!)</p> <p>Adresse: Gloriette 9, 3423 St. Andrä Wördern</p> <p>Téléphone: +43 650 84 88 168</p> <p>E-Mail: ssteyrer@wir-zusammen.at</p>
<p>Domaine:</p> <p>Tous Ensemble est une organisation à but non lucratif offrant son expertise dans le soutien des processus d'intégration à long terme dans certaines régions de Basse-Autriche. Le domaine est l'intégration sociale et la participation politique avec un accent sur l'autonomisation et la participation active des bénévoles, des réfugiés et des citoyens intéressés dans les petites municipalités.</p>	
<p>Financement:</p> <p>Les fonds publics de la Basse-Autriche pour une activité offerte par l'ONG Empathy Now!, Les communautés de pratique (CoP);</p> <p>Diocèse de Caritas St. Pölten</p> <p>Co-Financement-stratégies avec des ONG locales et des fonds plus petits pour certaines activités spécifiques au sein du projet (processus de demande individuel nécessaire)</p>	
<p>Description ode la Bonne Pratique:</p> <p><u>Objectifs:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • apprendre de et avec les autres (nous sommes tous des experts!); • travailler ensemble sur une culture commune de la vie pacifique et respectueuse dans un environnement multiculturel changeant - face au fait que nous créons tous ensemble la culture; • apprendre et enseigner à écouter attentivement; 	

- travailler ensemble pour résoudre les défis et les problèmes actuels et futurs;
- créer des solutions créatives, des idées, des réponses et des questions plus profondes aux défis;
- favoriser l'empathie et la capacité de changer de perspective;

avec la compréhension interculturelle, une société peut devenir une société sans (ou avec moins) de préjugés et sans discrimination -> le but de ces activités est de favoriser et de développer des compétences interculturelles;

rendre visible l'engagement multiple de la société et fournir une plate-forme pour le partage des bonnes pratiques;

... enfin: "Nous voulons nous rendre inutiles à nouveau" -> enseigner des outils et des méthodes pour habiliter les processus (politiques) dans leurs propres petites municipalités, encourager l'autonomisation;

Méthodes mises en œuvre:

Au sein des communautés de pratique (CP), les facilitateurs de processus utilisent des méthodes en fonction de l'objectif du sujet ainsi que de la situation actuelle de chaque session de la CP. Certains d'entre eux ont été mentionnés dans l'interview1: Art de l'accueil (y compris la pratique du cercle, le café du monde, la narration, le dessin, les rituels, etc.), le théâtre de l'opprimé, la communication non-violente ou le travail de constellation. Il est important que le sujet soit toujours axé sur la communauté et décidé ensemble dans un petit groupe (tout le monde est invité à se joindre à nous) lors d'une réunion de préparation.

Une méthode dans toutes les réunions menées par l'ONG "WiR-ZUSAMMEN" est la formation des participants et des animateurs dans un cercle avec des chaises - (appelé "The Circle Practice") ainsi que des outils de communication participatifs comme un "bâton parlant"²⁴.

Activités:

Communauté de pratique (CP) pour mieux vivre ensemble

Durée:

1 CP est structuré en une phase de préparation (avec réunion) et l'événement réel ainsi que le post-traitement appelé «récolte» sous la forme de minutes écrites (résultat, faits saillants, questions, sujets, hôte pour le prochain tour, ...) avec des photos jointes, préparé par "WiR-Zusammen";

1x 3h session de préparation (trouver un sujet et 1 question pour l'invitation)

²⁴ Cela signifie par exemple un objet (pierre, marbre, boule) qui circule dans le cercle. Seule la personne qui le détient peut parler. Les autres sont pris en charge par la présence de l'objet pour écouter pleinement concentré.

<p>[Temps nécessaire pour l'organisation de l'événement/CP] ~3-4 weeks</p> <p>1x 3h CP- événement dans la communauté hôte</p> <p>Les participants décident eux-mêmes dans le processus quelle municipalité / région dans le district fédéral de Basse-Autriche sera le prochain hôte. Dans env. 80% du thème et de l'hôte des CP étaient déjà nommés à la fin de la session principale.</p> <p><u>Nombre de personnes impliquées dans l'action:</u></p> <p>...1 CP → toutes les 6-8 semaines une nouvelle CP quelque part dans une communauté / village en Basse-Autriche</p> <p>2-3 membres de l'équipe "WiR-ZUSAMMEN"</p> <p>1 personne du partenaire de coopération Caritas (responsable de la coordination des volontaires)</p> <p>1 personne de Diakonie – qui est un partenaire de coopération non financière (responsable de la coordination des volontaires)</p> <p>parfois 1-2 personnes des autorités régionales (si disponible)</p> <p>6-8 personnes de l'hôte et les parties prenantes locales lors de la première période de préparation</p> <p>35-45 participants</p> <p>journalistes des journaux locaux (si disponible)</p>
<p><u>Groupe Cible:</u></p> <p>"Alle, die jetzt da sind" "Tous ceux qui sont ici maintenant"</p> <p>Tout le monde qui apprend de cet événement et qui veut venir. 1/3 des participants étaient jusqu'ici des réfugiés (Asylberechtigzte, AsylwerberInnen) ou des migrants. La plupart des participants font du bénévolat dans leur région.</p> <p>La CP est menée en allemand; par conséquent, un minimum de compétences linguistiques est nécessaire. Souvent, il y a des interprètes dans différentes langues présentes à l'appui. De plus, il est possible de contacter préalablement "WiR-ZUSAMMEN" pour organiser des traducteurs volontaires pour la CP (interprétation à voix basse).</p>
<p><u>Site:</u></p> <p>http://www.wir-zusammen.at/</p>
<p><u>Commentaires additionnels:</u></p> <p>Sans le travail bénévole et la motivation de l'équipe «WiR-ZUSAMMEN» pendant 1 an et demi, ce projet n'aurait pas été possible. La demande constante de fonds et la volonté d'aller plus loin avec cette forme d'aide à l'autonomisation pendant 1 an et demi l'ont fait se produire.</p>

Les réfugiés peuvent être plus dans le besoin que la société majoritaire dans un pays, mais cela ne peut pas être l'aspect principal d'une interaction ou des processus de communication -> par ex. la communication avec tous les participants après le premier contact est par E-Mail - jamais par un établissement / superviseur / ... même si les participants sont enregistrés dans divers systèmes (de soutien). La communication entre tous les participants, hôtes et facilitateurs est au même niveau.

Description analytique


Critère	Description
Pertinence	Favoriser la participation (politique) et créer des lieux sûrs pour «apprendre à se connaître» avec une expertise guidée par un processus; Le mouvement migratoire et les nouveaux défis de la cohabitation qui en découlent ont besoin de cette forme de cadres habitants;
Innovation	Format de l'ensemble du processus lui-même -> approche procédurale! -> Support un soutien basé sur les besoins par le biais des CP pour une région / un groupe cible spécifique; L'économie du partage est une pratique émergente dans le monde entier - ce projet est basé sur la conviction que nous apprenons tous les uns des autres - le partage d'expertise, d'idées, de sentiments, de pouvoir et d'énergie; nous sommes tous experts -> Communautés de pratique! Les CP sont une forme de «supervision» à bas seuil (niederschwellig) qui n'est pas fournie par d'autres systèmes ou institutions (dans le cas de volontaires / citoyens actifs); Grande diversité de participants dans chaque CoP; Apprentissage basé sur l'expérience pendant le processus d'intégration.
Efficacité	Dès le début du processus -> des solutions efficaces car elles viennent de la communauté elle-même; Approche fondée sur les besoins pour le soutien individuel et les services; Engagement de base des participants car ils prennent le rôle actif en tant qu'hôtes dès le début d'un nouveau cycle de CP.
Efficiace	Les participants sont des multiplicateurs et des ambassadeurs pour «le bien vivre ensemble» -> avec peu d'apport, un effet de boule de neige peut élargir la gamme d'exemples d'apprentissage;

	<p>Les défis et les problèmes rencontrés par les habitants des communautés autrichiennes sont souvent similaires - une CP donne l'opportunité à d'autres régions de tirer également des enseignements de la CP actuelle.</p>
Impact	<p>Les régions et les municipalités apprennent les unes des autres -> un grand effet d'autonomisation et un impact sur la motivation à aller de l'avant; l'idée que la culture est quelque chose de façonné activement par les humains qui vivent ensemble -> c'est une construction commune; Les participants comprennent mieux «l'inconnu», «l'étranger»;²⁵ ils ont déclaré être en mesure de mieux résoudre les conflits et d'éviter les malentendus; Les volontaires ont déclaré qu'ils se sentent renforcés, soutenus et motivés par les activités régulières de la CP.</p>
Durabilité	<p>La transférabilité n'est pas seulement donnée à 100%, elle est même un objectif pour "WiR-ZUSAMMEN" - ils travaillent avec des plateformes collaboratives pour partager les minutes (résultat) de chaque CP et sont ouverts à toute demande de collaboration d'autres ONG.</p>
Genres	<p>Le travail bénévole est actuellement effectué par des femmes - donc la plupart des participants volontaires sont des femmes -> à travers les méthodes choisies et le format (voir ci-dessus) des défis stéréotypés (par exemple les hommes parlent et demandent plus, sont plus forts, les femmes ne veulent rien dire fort en public, ...) n'ont pas d'espace; Selon la personne interrogée, l'équipe des animateurs est bien formée à l'intégration de la dimension de genre - ils auront toujours un œil sur les méta-processus centrés sur les questions de genre, mais ils partagent aussi la conviction que dans la communication non-violente, ouverte et appréciative le genre n'est plus une catégorie; Bien sûr, toute l'équipe de "WiR-ZUSAMMEN" parle de l'équilibre entre les sexes.</p>

²⁵ Selon un sondage en ligne que l'équipe de "WiR-ZUSAMMEN" a réalisé après une année de CP.

BP: MA17 – City of Vienna Integration und Diversität

Description synthétique

<p>Titre de la BP:</p>  <p>Integration and Diversity – Municipal Authority of Vienna</p> <p>MA17 – Integration und Diversität</p>	<p>Contact:</p> <p>Public administration of Municipality of Vienna</p> <p>Profil: governmental</p> <p>Adresse: Friedrich-Schmidt-Platz 3, 1080 Wien</p> <p>Phone: +43 1 4000-10 926 E-Mail: fatme.khalil-hammoud@wien.gv.at</p>
<p><u>Domaine:</u></p> <p>Démarrer le coaching - prendre une longueur d'avance à Vienne - est un service spécial offert par le Département municipal 17 - Intégration et Diversité (MA 17) pour tous les nouveaux habitants de Vienne. Les employés de MA17 qui parlent les langues maternelles du client, aideront à trouver le chemin autour de Vienne. Le domaine principal est le coaching offert par l'administration publique.</p>	
<p><u>Financement:</u></p> <p>MA17 – Integration and Diversity sous-tend la structure de l'autorité municipale de Vienne</p> <p>Travail avec de nombreux partenaires (ex. VHS, intervace, Wirtschaftsagentur Wien, WKO, AK, AMS, migrant.at, WAFF).</p>	
<p>Description de la BP:</p> <p><u>Objectifs:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture du livret pédagogique de Vienne et des bons de la langue viennoise pour les citoyens de l'UE d'une valeur de 150 €, et d'une valeur de 300 €, pour les citoyens non européens - Consultation et coaching pour les prochaines étapes des clients - Fournir de l'aide pour trouver un cours d'intégration allemand approprié - Fournir des modules d'information supplémentaires - Donner des recommandations pour les centres de conseil (trouver un emploi, faire reconnaître vos qualifications, ...) 	

- Fournir un environnement amical pour les questions de base des clients (par exemple l'inscription pour les écoles, les loisirs et le système de soins de santé, ...)

Méthodes mises en oeuvre:

Coaching et aide dès le premier jour en Autriche

Des modules d'information dans de nombreuses langues différentes (par exemple, l'arabe, le farsi, le pachtou, le somali) pour les réfugiés

Activités:

Start-Coaching

Start Wien - Refugees Core -> intégration et assistance pour les demandeurs d'asile à Vienne; orientation et soutien pour "Grundversorgung" = soins primaires, des Info-Modules gratuits en quatre langues, axés sur des sujets et des offres pour les jeunes

De nombreuses coopérations, par ex. Jugendcollege (voir GP04 - BPI)

Nombre de personnes impliquées dans l'action:

(données statistiques pour 2017 - services constants non inclus fournis par téléphone):

1,157 clients - 65,2% de femmes, 34,8% d'hommes

... obtenir des services dans 8 langues différentes (24% arabe, 18% hongrois / polonais / ukrainien / bulgare, 16% albanais, 14% russe / ukrainien, 9% bosniaque / croate / serbe, 8% turc, 7% anglais, 4% Français)

(données statistiques de l'interview - montrant les chiffres depuis 2008 - sans services téléphoniques)

17.000 "Bildungspässe" - Licence éducative

35.000 clients

24 langues

1.400 discours publics (PR)

24 langues en général - y compris tous les services fournis par le MA17 "Start Vienna"

7 employés administratifs à MA17 fournissant un encadrement de 2e niveau pour 1.157 clients

Groupe cible:

Start coaching est un service offert à tous les nouveaux habitants de Vienne qui reçoivent leur «confirmation d'inscription» en tant que citoyens européens ou

reçoivent leur «carte de séjour» en tant que ressortissants de pays tiers et membres de la famille de citoyens de l'UE, certificat d'inscription pour les membres de la famille, les employés ou les travailleurs indépendants.

Sites:

<http://www.startwien.at/de-eu/startcoaching>

<http://www.wien.gv.at/menschen/integration>

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>Une capitale est bien sûr un point de départ pour les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants en général - la ville doit donc fournir des services d'intégration;</p> <p>La ville de Vienne est un lieu de vie sûr et équilibré, également par l'implication constante des ressources gouvernementales dans la gestion de l'intégration et de la diversité.</p>
Innovation	<p>L'intérêt de nombreux autres pays d'Europe et du monde pourrait être une preuve du concept novateur de "Start Vienna";</p> <p>Dans le concept les € 300, -, fournis sous la forme d'un bon sont la "carotte", le leurre, de "Start Vienna";</p> <p>En réponse à l'énorme besoin, le coaching de deuxième niveau a été développé - un coaching intensif sur une période plus longue.</p>
Efficacité	<p>Les services et les programmes fournis par le MA17 fonctionnent pour le premier jour d'arrivée en Autriche;</p> <p>La motivation de l'équipe, qui ne pointe aucun doigt incriminant dans un groupe, mais qui est encouragée à apprendre les uns des autres -> ces facteurs ont été mentionnés comme positifs sur l'efficacité de leur travail.</p> <p>Les sujets varient en fonction de la demande;</p> <p>L'équipe interne de MA17 est elle-même diversifiée, ayant souvent le même contexte culturel - apportant une compétence interculturelle qui contribue à favoriser la confiance mutuelle et à travailler ensemble sur les sujets qui sont pertinents lors de leur arrivée en Autriche.</p>
Efficiace	<p>L'expertise à long terme et le bon fonctionnement des réseaux et de la coopération conduisent à une structure de travail efficace;</p> <p>Construire la confiance permet un travail efficace à la lumière du temps limité fourni.</p>
Impact	<p>Des programmes flexibles et des relations à long terme avec d'autres institutions et ONG pourraient avoir un impact positif sur la ville de Vienne;</p> <p>Les chiffres augmentent au fil du temps et la situation de</p>

	financement stable ainsi que l'équipe motivée.
Durabilité	La transférabilité a été prouvée par une liste de pays déjà contactés pour l'échange de l'idée de «Start Vienna» et des conseils en cours de route. Dr. Ursula Eltayeb est chargée de traiter ce genre de questions (Allemagne, Chine, Norvège, Suède, Serbie, Slovaquie, Tchétchène); ²⁶ Des relations à long terme et des partenariats avec des ONG et d'autres associations sont établis - ils peuvent fournir une expertise dans des domaines spécifiques.
Genres	Supervision intensive de l'équipe interne tous les mois - pour les cas difficiles (7 travailleurs sont des femmes).

²⁶ D'après une interview de Fatmé Khalil-Hammoud le 25 janvier 2018.

Chypre

BP: Mise à niveau du guide d'information chypriote

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>The Cyprus Guide (2011 – today)</p>	<p>Contact :</p> <p>INNOVADE</p> <p>Profil : ONG</p> <p>Adresse : Lykavitou 29, Engomi, Nicosia</p> <p>Phone : +35722080981</p> <p>e-mail : andreas.georgiou@innovade.eu</p>
<p>Domaine:</p> <p>Autonomisation sociale, autonomisation financière, autonomisation de l'éducation, autonomisation civique, migration</p>	
<p>Financement:</p> <p>L'action «Mise à niveau du guide d'information chypriote» (Action A1 - CY / 2016 / AMIF / SO2.NO1.1.1) est cofinancée par le Fonds «Asile, migration et intégration» (90%) et la République de Chypre (10%).</p>	
<p>Description de la BP:</p> <p>La migration est un phénomène mondial qui affecte tous les temps et toutes les communautés en termes de contexte social, économique et politique. Chypre, ainsi que d'autres États membres de l'UE, a montré une augmentation du flux migratoire où près de 10% de sa population totale sont des ressortissants de pays tiers (RPT). Bien que de nombreux efforts aient été déployés pour l'intégration des RPT dans le contexte chypriote, les personnes éprouvent encore des difficultés à accéder aux informations relatives à l'emploi, à l'éducation, à l'économie et aux services de santé.</p> <p>Dans ce cadre, le cabinet de conseil INNOVADE, en collaboration avec le centre de recherche international CARDET, a reçu un soutien pour l'action "Mise à niveau du guide avec des informations générales sur Chypre" (A1, - CY / 2016 / AMIF / SO2.NO1.1.1). Le Guide comprend des informations sur Chypre, dans le but d'aider au processus d'intégration des RPT, ainsi que de faciliter leur intégration, leur emploi et leur intégration sociale, tout en bénéficiant à la communauté locale et à l'économie.</p> <p>Les résultats attendus de ce projet étaient d'acquérir les données nécessaires pour améliorer le contenu du guide, mettre à jour la conception du guide, traduire le guide en 6 langues (anglais, russe, sri-lankais [cinghalais et tamoul], arabe et Filippino) par des traducteurs spécialisés, développer une application mobile pour le guide, distribuer le guide imprimé aux services et autorités concernés (par exemple, registre civil et services de migration, ONG, unité des étrangers et de l'immigration, autorités locales, etc.), parties prenantes pertinentes de l'île et faciliter l'intégration</p>	

des ressortissants de pays tiers dans la communauté locale.

Le Guide d'information chypriote, dont la première version est en cours d'élaboration en 2011, est composé de 11 unités thématiques, qui fournissent toutes les informations essentielles dont un ressortissant de pays tiers aura besoin pour ses besoins quotidiens. En outre, ces unités visent à soutenir les RPT dans leur intégration à Chypre en ce qui concerne la vie culturelle, économique et sociale. Les 11 unités thématiques sont les suivantes:

- Introduction: informations générales sur le guide et quelques informations importantes sur Chypre
- Géographie: principales villes, informations démographiques et climat de Chypre
- Histoire: l'histoire de Chypre de la période préhistorique à l'ère contemporaine
- Culture: des informations peuvent être trouvées ici sur les musées, les monuments religieux, les monuments historiques, le théâtre, la musique, la danse, les événements, les coutumes chypriotes et les saveurs chypriotes traditionnelles
- Système politique: les lecteurs peuvent trouver des informations sur le système politique de l'île, les langues officielles, les processus de participation civique, le processus de citoyenneté chypriote, la position de Chypre dans l'UE et les droits de l'homme et la protection des ressortissants de pays tiers
- Économie: les informations sont incluses dans la monnaie de Chypre, la fiscalité, les informations bancaires pour les ressortissants de pays tiers et le système bancaire
- Emploi et travail: les procédures de permis de séjour et de travail sont expliquées, ainsi que les obligations et les droits de travail des ressortissants de pays tiers à Chypre
- Éducation: des informations sont incluses sur les droits des étudiants, la structure du système éducatif et les options que les RPT ont sur les niveaux d'éducation
- Services de soins de santé: un chapitre sur la couverture de l'assurance maladie, les services de santé publique et les pharmacies peuvent être trouvés
- Accès aux services publics: toutes les informations nécessaires à la création de comptes pour l'électricité, internet, l'eau et le téléphone dans une nouvelle maison sont incluses, ainsi que des informations sur le transport, les centres de services aux citoyens et la poste.
- Contacts utiles: tous les contacts pour faciliter la vie quotidienne des ressortissants de pays tiers sont inclus, parmi ceux-ci toutes les organisations privées et publiques à Chypre.

La version mise à jour du Guide est en cours d'impression, 13000 exemplaires seront disponibles dans les 6 langues suivantes: anglais, sri-lankais (cinghalais et tamoul), russe, arabe et philippin.

Groupes cibles :

Nationaux de pays tiers, travailleurs sociaux.
Site : http://cyprus-guide.org/en/
Commentaires additionnels : -

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>La mise à niveau du Guide d'information chypriote est pertinente pour l'inclusion sociale et professionnelle des ressortissants de pays tiers (RPT), car elle constitue un manuel complet permettant à un RPT d'être intégré efficacement dans le contexte chypriote en matière sociale, économique et culturelle. Plus précisément, le Guide d'information chypriote comprend des unités thématiques pour fournir des informations couvrant tous les aspects de la vie à Chypre afin de soutenir l'inclusion sociale et professionnelle des RPT; et aussi leur participation à la vie économique, sociale et culturelle de l'île.</p>
Innovation	<p>Ce guide est un outil essentiel qu'un migrant doit avoir pour s'intégrer à Chypre et avoir accès à toutes les informations dont il pourrait avoir besoin, qui sont recueillies et catégorisées pour leur propre convenance. La plus grande amélioration de la version précédente du " Guide avec des informations générales sur Chypre " réside dans le fait que l'information est maintenant disponible dans 6 langues indigènes des TCN: Anglais, Sri Lankais (Sinhala et Tamoul), Russe, Arabe et philippin. En outre, la « Mise à niveau du Guide d'information de Chypre » fournit de nouvelles informations générales afin d'aider les migrants à comprendre leurs droits et responsabilités; ainsi que d'identifier les opportunités d'emploi, d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité sociale et d'accroître leur engagement civique.</p> <p>En outre, le guide répond au nouveau défi des dernières années auquel Chypre doit faire face, à savoir la migration. Chypre, ainsi que d'autres États membres de l'UE, a montré une augmentation du flux migratoire où près de 17% de sa population totale sont des ressortissants de pays tiers (RPT). Bien que de nombreux efforts aient été déployés pour leur intégration à Chypre, de nombreuses personnes ont éprouvé des difficultés à le faire.</p> <p>En outre, cette initiative montre qu'il est possible d'initier un changement social et de travail à Chypre, le principal objectif du Guide d'information de Chypre étant de fournir des informations générales sur Chypre et d'adresser les nouveaux migrants arrivant à Chypre. Dans ce cadre, INNOVADE et CARDET ont identifié quelques problèmes liés à l'intégration des migrants,</p>

	<p>tels que: problèmes d'apprentissage de la langue, bureaucratie etc. Chypre devrait également revoir les mesures d'immigration et d'asile existantes de l'UE, qui fournissent aux migrants une sécurité juridique, statut, droits et responsabilités. Pour cette raison, le Guide d'information a été amélioré en 2011, 2013, 2014 et 2015.</p>
Efficacité	<p>Le guide d'information chypriote a largement contribué à la réalisation de l'intégration sociale et professionnelle des migrants dans le contexte chypriote. Plus de 10000 guides ont été distribués aux parties prenantes concernées au cours de la dernière année et l'application mobile, qui a été développée pour les besoins du projet, a été téléchargée plus de 1000 fois par les utilisateurs à Chypre. De plus, le retour d'expérience global des migrants était excellent. En particulier, de nombreux migrants ont déclaré que ce guide est essentiel pour eux, car ils peuvent obtenir l'information dont ils ont besoin en temps opportun et facilement.</p> <p>Les facteurs qui ont influé l'efficacité du projet au début du projet étaient les suivants: la difficulté à atteindre les migrants et à les convaincre d'utiliser la boîte à outils, ainsi que de rassembler toutes les informations dont ils pourraient avoir besoin et de les présenter de manière conviviale. Cependant, la volonté des ambassades, des universités, des municipalités et d'autres autorités publiques de distribuer le Guide d'information aux bénéficiaires et leur coopération avec les autorités publiques afin de collecter les informations pertinentes, a contribué positivement à maximiser l'efficacité du projet.</p>
Efficiace	<p>Les partenaires chypriotes ont utilisé les ressources minimales nécessaires pour élaborer et diffuser le Guide d'information.</p>
Impact	<p>Le guide d'information a été largement diffusé parmi les bénéficiaires, leur offrant un produit de haute qualité. Depuis 2011, les partenaires chypriotes ont distribué plus de 50 000 guides dans toute l'île. En outre, le guide d'information a été diffusé parmi les migrants via le site Web, où les utilisateurs peuvent trouver le guide sous forme de formulaire PDF, et le télécharger en tant qu'application mobile. L'APP a jusqu'ici été téléchargée plus de 1000 fois à Chypre, ce qui indique que plus de 1000 migrants ont utilisé ou utilisent actuellement l'APP pour obtenir des informations relatives à leur séjour à Chypre. Considérant que quelque 13 000 exemplaires du Guide d'information seront bientôt distribués, plus de 60000 intervenants ont été informés ou ont accès au Guide d'information.</p>
Durabilité	<p>La durabilité du projet est garantie par le fait que diverses parties prenantes concernées ont été contactées et engagées pour intégrer le contenu du Guide dans le travail de leur</p>

	organisation et continuer à promouvoir le Guide. En outre, de nombreux intervenants sont informés des derniers progrès du Guide par des courriels tous les six mois. En outre, CARDET et INNOVADE ont développé de solides alliances et collaborations avec les autorités publiques, les ambassades et d'autres parties prenantes concernées, qui continueront à diffuser le Guide.
Genre	Le guide fournit des informations à tous les migrants, quel que soit leur sexe. Tous les aspects liés au genre ont été pris en compte pour répondre aux besoins de chacun.

GP: URBAGRI4WOMEN

Description synthétique

Titre de BP : URBAGRI4WOMEN	Contact : Entity : CARDET Profil ONG Adresse : Lykavitou 29, Engomi, Nicosia Phone : +35799333249 e-mail : elena.xeni@cardet.org
Domaine: Migration, autonomisation sociale et civique, esprit d'entreprise	
Financement: Le projet est financé par ERASMUS +.	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Urbagri4Women est un projet européen visant à favoriser l'intégration des femmes migrantes, y compris les demandeurs d'asile et les bénéficiaires de la protection internationale, dans la société d'accueil, leur permettant de développer des initiatives agricoles innovantes et autosuffisantes contribuant à la réhabilitation urbaine.</p> <p>Le projet a marqué son lancement à Chypre en décembre 2016 et devrait être achevé en 2018. Cofinancé par le Fonds Asile, Migration et Intégration de l'Union européenne, le projet Urbagri4Women met en œuvre plusieurs initiatives favorisant l'intégration des femmes migrantes à Chypre et dans 6 autres pays européens. Le projet promeut l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes, à travers la réhabilitation des périphéries urbaines, actuellement en situation d'abandon ou de dégradation, où la pratique de l'agriculture urbaine est appliquée à travers des laboratoires pratiques visant à favoriser le dialogue interculturel et des villes et communautés plus durables.</p> <p>Les principales activités du projet sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de 7 laboratoires d'agriculture urbaine • 21 groupes de discussion avec des communautés régionales avec une méthodologie de savoir-faire spécifique • Atelier transnational de bonnes pratiques à Strasbourg, France • Concours de jardinage transnational • Livre vert et Manifeste sur l'intégration des femmes migrantes 	
Groupes cibles : Les ressortissants de pays tiers, les demandeurs d'asile et les femmes réfugiées.	
Site : http://www.urbagri4women.com/	
Commentaires additionnels : -	

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>Le projet est lié à l'inclusion sociale et professionnelle, car il est conçu comme une bonne pratique dans son ensemble, en raison de son sujet innovant, de ses pratiques et de son impact dans le contexte de la migration et de l'intégration, en particulier pour les femmes. L'augmentation des flux migratoires dans l'UE rend plus urgente que jamais la nécessité d'organiser des mécanismes d'intégration des réfugiés et des migrants. Ainsi, cette bonne pratique est dans une large mesure pertinente aux objectifs des politiques de l'UE dans le domaine de l'inclusion sociale et professionnelle. D'autre part, en l'absence d'une politique efficace d'intégration des migrations de l'UE, le projet Urbagri4Women met en œuvre plusieurs initiatives favorisant l'intégration des femmes migrantes à Chypre et dans 6 autres pays.</p>
Innovation	<p>Dans le cadre de ce projet, de nouvelles initiatives sont introduites: par exemple, les labos d'agriculture urbaine, la formation professionnelle, le concours de photos sur l'intégration urbaine et l'agriculture urbaine, un livre vert, un manifeste, etc.</p> <p>Les bonnes pratiques dérivées du projet Urbagri4women, considéré comme une bonne pratique dans l'ensemble de l'intégration des migrations, répondent à un certain nombre de défis auxquels les sociétés européennes sont confrontées, de la renaissance des espaces vides et potentiellement verts dans les villes à l'intégration migratoire.</p> <p>Puisque Chypre a identifié un certain nombre de places vides ou potentiellement vertes dans certaines écoles / cours d'école, où les femmes migrantes et les femmes locales peuvent se rassembler et prospérer, nous pouvons déclarer que le changement est introduit dans notre contexte local. Ce changement est initié dans le contexte du contexte Urbagri4women.</p>
Efficacité	<p>Les partenaires du projet sont en train d'inviter les femmes migrantes à travers les écoles car elles sont mères d'enfants avec des biographies migratoires. Les premiers résultats des initiatives seront connus d'ici mai 2018, mais les premières réactions sont très encourageantes et ils considèrent que ce projet sera un succès basé sur le niveau de préparation et les ressources produites.</p> <p>En général, il s'agit d'une initiative novatrice qui a été bien reçue en tant que projet dans les écoles chypriotes et toutes les institutions partenaires impliquées (par exemple les</p>

	<p>municipalités, les institutions publiques, les institutions privées, les ONG, etc.). Les parties prenantes concernées, ont salué les initiatives prévues et ont signé un formulaire de partenariat avec CARDET pour soutenir le bon déroulement de la mise en œuvre du projet à Chypre.</p>
Efficienc	<p>Le consensus général est qu'en réalité plus de ressources auraient dû être approuvées afin de soutenir davantage les installations, les institutions partenaires et les pratiques (par exemple, le jardinage et la culture des terres, la formation, le concours, etc.).</p>
Impact	<p>Chypre est en train d'inviter les femmes migrantes dans les écoles car elles sont mères d'enfants avec des biographies migratoires. Les premiers résultats sont très encourageants jusqu'à présent.</p>
Diversité	<p>Cela aurait été une bonne idée de faire participer des migrants, même des enfants migrants, afin d'exploiter au maximum les résultats du projet. Dans le même temps, l'agriculture urbaine en tant que sujet à part entière pourrait être autonome ou faire l'objet d'initiatives conjointes dans le cadre de futures propositions de financement de l'UE ou d'autres initiatives / contextes. Un certain nombre de parties prenantes des secteurs public et privé à Chypre ont été approchées afin d'apporter leur expertise, leur expérience et leurs bonnes pratiques (par exemple, les municipalités, les institutions publiques, les institutions privées, les ONG, etc.).</p>
Genre	<p>Le projet est adapté aux besoins des femmes migrantes.</p>

France

BP: Cours de formation spécifiques au numérique dans la Maison Digitale

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Cours de formation spécifiques au numérique dans la Maison Digitale</p>	<p>Contact :</p> <p>Project officer</p> <p>AMSED</p> <p>17 rue de Boston 67000 Strasbourg 0388849009</p> <p>jamilaboussetta.amsed@gmail.com</p>
<p>Domaine:</p> <p>Inclusion sociale et intégration professionnelle</p>	
<p>Financement :</p> <p>Fondation privée, l'Eurométropole, propre financement de l'association.</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectif :</p> <p>Présenter aux personnes qui maîtrisent peu ou pas le français la maîtrise de base des outils de bureau et d'Internet dans le cadre d'ateliers d'initiation informatique.</p> <p>Soutenir ces personnes pour qu'elles deviennent autonomes, se confient en elles-mêmes, utilisent des techniques, des méthodes et des outils numériques pour acquérir et / ou améliorer leurs compétences informatiques et numériques.</p> <p>Réintégrer socialement, économiquement et durablement ces personnes à travers une formation numérique professionnelle.</p> <p>Méthodes: Cours de formation spécifique pour les ateliers d'informatique sous la forme d'une session intensive (de 20 à 25 heures)</p> <p>Activités: Les sujets les plus demandés en fonction du public cible sont les suivants:</p> <p>L'ordinateur (composants, grip ...)</p> <p>Traitement de texte (Open Office, Word, Drafting, Layout)</p>	

<p>Le CV (fonctions, construction, atelier pratique, à faire et à ne pas faire)</p> <p>Lettre de motivation (modèles, atelier pratique, choses à faire et à ne pas faire)</p> <p>Email (interface, création d'un compte Gmail)</p> <p>Appliquer via une boîte aux lettres</p> <p>Naviguez sur Internet et sur les sites incontournables (CAF, AMELI, téléchargez, imprimez et remplissez les documents en ligne sur les sites ...)</p> <p>Site internet de Pôle Emploi (utilisation, mise à jour, fonctionnalités, enregistrement ...)</p> <p>CV en ligne (Centre d'emploi)</p> <p>Postuler en ligne</p> <p>Recherches sur Internet pour son projet professionnel</p> <p>Utiliser une tablette / un smartphone pour les recherches d'emploi et les besoins sociaux</p> <p>Durée: Projet d'un an (2 ou 3 ateliers par semaine)</p> <p>Nombre de personnes impliquées dans l'action: 2 employés, stagiaires et bénévoles.</p>
<p>Groupe cible :</p> <p>Des personnes avec peu ou pas de maîtrise du français et d'un cours de français suivi dans des structures ou associations partenaires (Pôle Emploi, CSC koenigshoffen et Cronenbourg, CIR, L'Escale, Plurielles).</p> <p>Personnes d'origine migrante, nouvellement arrivées, réfugiés.</p>
<p>Site : -</p>
<p>Commentaires additionnels : -</p>

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>Les difficultés de langage sont un réel handicap pour ce public qui conduit à un confinement social et professionnel et les rend dépendants des autres au quotidien. La recommandation d'une formation complète spécifique via des cours de langue (mis en place par les structures partenaires) et des cours d'informatique (par AMSED) est en même temps bénéfique car elle favorise l'intégration sociale et professionnelle de ces personnes marginalisées.</p>
Innovation	<p>C'est une BP inexistante à Strasbourg qui œuvre pour l'égalité des chances et l'autonomie de la société la plus défavorisée et marginalisée par les difficultés d'un ordre sociolinguistique. La demande est forte à la fois avec nos partenaires et le public cible. Dans ce cas, l'avantage de ce cours spécifique sous forme de sessions intensives d'ateliers mobilise à la fois un formateur Emploi et ICT mais aussi d'autres employés qui parlent seulement plusieurs langues étrangères (arabophones, russophone, germanophone, turcophone) facilitant ainsi le bon déroulement de l'apprentissage.</p>
Efficacité	<p>Cette BP se passe dans AMSED. L'avantage de faire des ateliers spécifiques dans notre structure force ces personnes très isolées à bouger et donc à sortir de leur isolement quotidien et à apprendre à devenir indépendantes.</p> <p>63 personnes ont été accueillies à ce jour dans ce projet. (100 / année sont prévus).</p>
Efficience	<p>Les difficultés rencontrées se résument essentiellement à la participation aux ateliers de certains participants, mais même si Amsed dispose d'une équipe multilingue, il est difficile de satisfaire tous les bénéficiaires venant du monde entier.</p> <p>La BP a été facilitée par l'existence d'un groupe de cours de langue déjà établi qui assure une certaine homogénéité des participants dans le cours spécifique.</p> <p>Il pourrait être possible d'avoir moins de moyens financiers, mais seulement s'il y a plus de volontaires.</p>

Impact	<p>Cette BP a pour objectif de promouvoir et de mettre en place une dynamique de développement local, des liens de solidarité et d'insertion socioprofessionnelle du public cible. Il travaille pour l'égalité des chances et l'autonomie des plus démunis et isolés et offre désormais aux différentes structures partenaires (CSC, associations ...) un volet spécifique permettant de bénéficier d'actions à un plus grand nombre de bénéficiaires et touchant les pauvres.</p> <p>L'impact du projet a des effets plus que favorables sur l'amélioration des conditions de vie et l'élévation du niveau de qualification de ces personnes un véritable dispositif facilitant et favorisant l'insertion sociale et professionnelle</p>
Durabilité	<p>Cette BP est adaptable pour un public plus large, quel que soit le groupe d'âge, étant donné que la fracture numérique affecte un grand nombre de personnes. Cette BP peut être modulé car il prend en compte le contexte social du public visé.</p> <p>Le public cible a été mobilisé grâce à la participation active des organisations partenaires locales qui ont un public régulier de cours de français. Nous avons formé différents groupes avec eux pour suivre ces sessions intensives qui ont lieu au sein de notre structure.</p>
Genre	<p>-</p>

BP: Portail et actions pour l'emploi des Roms

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Portail et actions pour l'emploi des Roms</p>	<p>Contact :</p> <p>Les Jardins de La Montagne Verte (Gardens of Montagne Verte) 5 Avenue du cimetière 67 200 Strasbourg 03 88 29 36 33</p> <p>e.kayser@association-jmv.org</p>
<p>Domaine :</p> <p>Le promoteur est une structure d'insertion par activité économique avec plusieurs supports de travail: maraîchage, production et séchage de plantes aromatiques et médicinales, laboratoire de transformation de légumes (conserverie), menuiserie. Tous ses produits sont labellisés bio (AB) par Ecocert.</p>	
<p>Financement:</p> <p>Financement public européen, municipal, étatique et départemental.</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectif: Permettre aux personnes éloignées de l'emploi d'accéder à un emploi tout en résolvant les difficultés liées (accès au logement, santé, droits divers ...).</p> <p>Méthodes: Contrat de travail de 24 heures / semaine pour replacer les personnes dans la dynamique de l'emploi, accompagnement socioprofessionnel parallèle pour construire un projet à long terme, acquérir une formation complémentaire et résoudre des difficultés sociales.</p> <p>Activités: maraîchage, production et séchage de plantes aromatiques et médicinales, laboratoire de transformation de légumes (conserverie), menuiserie.</p> <p>Durée: maximum 24 mois.</p> <p>Nombre de personnes impliquées dans l'action: une trentaine de migrants.</p>	
<p>Groupe ciblé :</p> <p>Les jeunes migrants, les Roms et le projet d'intégration tous les types de migrants</p>	
<p>Site : -</p>	

Commentaire additionnel : -

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	Il permet aux migrants d'accéder à un premier emploi et ainsi apprendre à déchiffrer tous les codes nécessaires liés à l'accès à l'emploi.
Innovation	Innovant car il met l'accent sur l'insertion de personnes ayant des problématiques très spécifiques (Roms âgés, jeunes adultes isolés ...) et trouve des solutions adaptées.
Efficacité	La principale limite pour cette BP est pour les jeunes adultes migrants, la nature du permis de séjour est adaptée à leur situation et il est presque impossible de changer la situation.
Efficienc	Il y a une forte implication du personnel et des partenariats pertinents, mais nous ne pourrions pas être efficaces avec moins de moyens.
Impact	Accès au travail pour les personnes qui ont le plus de difficulté à y accéder. Changement de perspective, dépassement des stéréotypes grâce à un mélange de personnes sur le lieu de travail, travail de partenariat. Cette BP constitue un cercle vertueux, travail, logement, soins, reconnaissance du handicap, formation, langage.
Durabilité	Cette BP pourrait être adaptée à chaque groupe cible tant qu'un besoin est identifié. Ce projet est durable grâce à nos partenariats étroits avec la Ville, l'Etat et d'autres associations. Nous devons également essayer de dépendre moins du financement réel pour rendre ce projet durable.
Genre	-

Allemagne

BP: Mosaik Leipzig e.V. - Centre de compétence pour le dialogue transculturel e. V.

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Mosaik Leipzig e.V. - Centre de compétence pour le dialogue transculturel e. V.</p>	<p>Contact :</p> <p>Entité: Mosaik Leipzig e. V.</p> <p>Profil, ONG</p> <p>Adresse : Peterssteinweg 3 , 04107 Leipzig</p> <p>Phone : 0341 60479907</p> <p>e-mail: mbe@mosaik-leipzig.de</p>
<p>Domaine:</p> <p>Consultation en matière de migration et soutien psychosocial, Soutien aux mesures de conservation de l'énergie (ONG)</p>	
<p>Financement:</p> <p>Financement local, financement fédéral, dons</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectifs:</p> <p>Le MBE offre aux migrants à partir de 27 ans des conseils et une assistance individuels. Le soutien concret comprend l'organisation de la langue allemande, l'éducation et les questions professionnelles, le logement, l'accès aux prestations sociales, la famille et les soins aux enfants, les questions concernant le statut de résidence et les loisirs.</p> <p>Le conseil psychologique est fourni par PSZ Leipzig et est destiné aux réfugiés adultes qui souffrent d'un traumatisme psychologique.</p> <p>Soutien à l'efficacité énergétique des ménages: Le projet est financé par la ville de Leipzig et fonctionne comme un bureau de coordination pour le conseil en efficacité énergétique pour les ménages à faible revenu à Leipzig, en particulier ceux qui logent des réfugiés.</p> <p>Méthodes mises en œuvre:</p> <p>Conformément à l'approche de la diversité, les projets sont basés sur des équipes diverses et multidisciplinaires. Les offres sont transculturelles et alignées avec les normes professionnelles. Le terme «transculturel» indique l'absence de frontières</p>	

culturelles clairement marquées. L'accent est mis sur les contextes de vie individuels. Les conseillers en migration professionnelle partent des exigences de soutien individuel et élaborent un plan d'action avec les clients. Après cela, la mise en œuvre des mesures d'intégration convenues peut avoir lieu. Cela se produit dans un délai déterminé et est régulièrement revu avec la participation active des clients. Au besoin, les besoins des clients sont transmis à d'autres institutions de conseil et de soutien. Les services de conseil sont calqués sur le concept de conseil systémique, essayant ainsi d'inclure toutes les personnes impliquées et éventuellement utiles d'un système (familial) dans le processus de conseil. Mosaik Leipzig e. V. utilise les méthodes créatives et efficaces du concept systémique et traite les clients avec respect et appréciation.

Activités:

Conseil en migration, soutien psychosocial, traitement, thérapie, conseil en efficacité énergétique.

Durée:

Fondé en 2013, le soutien psychologique a débuté en 2015.

Nombre de personnes impliquées dans l'action

Plus de 700 personnes et familles ont atteint en 2017

Groupes cibles :

MBE

Migrants ayant la perspective d'un statut de résident de longue durée et des personnes d'origine allemande âgées de plus de 27 ans, leurs conjoints / partenaires et leurs enfants

Résidents de l'UE âgés de plus de 27 ans

Migrants ayant vécu en Allemagne pendant un certain temps

PSZ

les réfugiés adultes qui souffrent de traumatismes psychologiques

KEB

les ménages à faible revenu à Leipzig, en particulier ceux qui logent des réfugiés

Site :

<http://www.mosaik-leipzig.de>

Description analytique

Critère	Description
---------	-------------

Pertinence	La pertinence de l'organisation se manifeste par l'accent mis sur le soutien personnalisé envers le groupe cible de migrants en général et spécifiquement les réfugiés. Il offre un large éventail de services, allant du conseil social et de l'assistance pratique au soutien psychologique et au traitement.
Innovation	La combinaison d'un soutien psychologique, social et pratique avec une équipe multidisciplinaire mettant l'accent sur la diversité culturelle peut être considéré comme une approche innovante.
Efficacité	Le travail est organisé de manière efficace et la plupart des interventions se déroulent en tête-à-tête et toutes sont effectuées par du personnel qualifié.
Efficiéce	Le travail n'a pas pu être réalisé avec moins de fonds.
Impact	Participation à de nombreux événements et conférences locaux et nationaux. Une forte présence locale et de nombreuses activités de réseautage au niveau local avec le gouvernement local ainsi que d'autres organisations actives dans le domaine de la migration.
Durabilité	En offrant un soutien en matière de consommation d'énergie, les ménages sont encouragés à utiliser leurs ressources plus efficacement, de sorte que non seulement ils gèrent mieux financièrement; l'environnement profite également.
Genre	-

BP: Commencez avec un ami e.V.

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Commencez avec un ami e.V.</p>	<p>Contact :</p> <p>Registered Association</p> <p>Profil: organisme de bienfaisance</p> <p>Adresse: Wiciefstr. 17, 10551 Berlin</p> <p>Phone :</p> <p>e-mail: info@start-with-a-friend.de</p>
<p>Domaine: Les étrangers peuvent être amis: intégration sociale en créant des tandems entre les locaux et les réfugiés.</p>	
<p>Financement:</p> <p>Dons et soutien financier par le biais du programme "Menschen stärken Menschen" du ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse.</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectifs:</p> <p>Start with a Friend est un organisme de bienfaisance qui favorise la participation sociétale des réfugiés. Ils sont rassemblés avec les locaux pour les aider individuellement face aux nouveaux défis auxquels ils sont confrontés en Allemagne parce que l'intégration ne peut fonctionner que si les gens ont une chance de jouer un rôle actif dans la société. Ils favorisent des rencontres personnelles et simples, ainsi que des relations à long terme.</p> <p>Méthodes mises en œuvre:</p> <p>Commencer avec un ami veut donner à chacun une chance de participer en fonction de ses intérêts personnels. Un cadre de bénévoles est créé pour organiser la vie autour de la famille, du travail et du bénévolat. Il y a différentes façons de devenir actif avec cette BP: Si un local veut entrer en contact avec des réfugiés, il peut s'inscrire en tant que partenaire tandem. Si vous souhaitez former leurs compétences interculturelles, ils peuvent devenir un médiateur interculturel à l'Académie SwaF. Et si l'on veut apporter l'expertise professionnelle, ils peuvent devenir membres du groupe de travail SwaF. La gestion du temps est toujours très flexible et le rôle personnalisé en fonction de la situation des bénévoles.</p> <p>Activités:</p> <p>L'organisation d'événements de réseautage et aussi des formations d'un an pour les</p>	

médiateurs culturels. Les bénévoles s'engagent dans les activités de soutien suivantes:

Passer du temps libre ensemble et construire un réseau social

Aide d'orientation avec des papiers

Aide à la recherche d'un cours de langue ou d'un appartement

Vous cherchez des opportunités d'emploi

Durée de temps:

L'organisation a été fondée en 2014

Nombre de personnes impliquées dans l'action

8 employés et plus de 2 500 bénévoles

Groupe cible :

Réfugiés en Allemagne

Site :

www.startwithafriend.de

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	La bonne pratique est très pertinente compte tenu des difficultés rencontrées par les réfugiés pour s'intégrer. Souvent, ils manquent de réseau avec les locaux (Allemands) et sont incapables de faire assez de connexions sociales dans leur nouveau pays d'origine. Il est également bénéfique d'apprendre et de pratiquer la langue allemande.
Innovation	Des initiatives de volontariat similaires existent au niveau local, mais manquent d'organisation solide avec un personnel professionnel. Il y a des lignes directrices claires et une aide est fournie pour ceux qui sont intéressés par le bénévolat et l'organisation fait correspondre les individus et les familles en fonction du profil / des préférences.
Efficacité	L'organisation est efficace dans la mesure où elle atteint de nombreux membres du groupe cible et a également été capable de se répandre à l'échelle nationale sur une période de trois ans, engageant plus de 2000 bénévoles.
Efficiace	L'organisation est efficacement gérée et il existe une forte présence dans de nombreuses grandes villes allemandes jusqu'à présent. Le financement est bien organisé et les fonds sont utilisés efficacement pour financer et élargir les activités. Il est facile de démarrer une nouvelle succursale dans une ville qui n'est pas encore couverte.
Impact	L'impact actuel est de 2500 participants (1250 réfugiés) et des activités dans 8 grandes villes allemandes.
Durabilité	Un effort durable est accompli grâce à l'utilisation de volontaires qui peuvent agir localement, dans leur propre zone géographique limitée. La bonne pratique est bien gérée améliorant ainsi les chances de résister à l'épreuve du temps.
Genre	Les matchs sont faits selon les préférences, le sexe, la composition de la famille et plus encore.

Italie

GP: Zona8Solidale – Personne n’est illégal“Ex Caserma Montello”

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Ex Caserma Montello – Personne n’est illégal</p>	<p>Contact :</p> <p>Zona8Solidale</p> <p>Profile: Comité de citoyens</p> <p>Adresse : via Caracciolo n. 29 Milano</p> <p>Phone : -</p> <p>e-mail : info@zona8solidale-milano.org</p>
<p>Domaine :</p> <p>Zona 8 Solidale est un réseau créé en septembre 2016 dans la 8ème municipalité de Milan (nord-ouest de la ville). Cela inclut les associations, les partis, les syndicats, les activistes et les individus. L'objectif de la Zona 8Solidale est d'expérimenter des formes de citoyenneté active visant à accueillir les réfugiés hébergés dans le Centre de Réception Extraordinaire (CAS) pour les demandeurs d'asile dans les espaces de l'ancienne caserne Montello, située dans l'Hôtel de Ville de Milan 8.</p>	
<p>Financement: Autofinancement par la collecte de fonds, les dîners sociaux, les événements publics</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>La zone 8Solidale a été créée le 14 septembre 2016 dans le but de construire un modèle d'hébergement ouvert et de faciliter l'échange d'expériences entre l'intérieur et l'extérieur de l'ancien Montello Caserma.</p> <p>En août 2016, la nouvelle de l'ouverture d'un Centre de réception extraordinaire (CAS) a été reçue à l'ancien Montello Caserma et plusieurs groupes néo-fascistes et néo-nazis avaient créé un comité "Hands off the Montello" à des fins xénophobes.</p> <p>Zona 8Solidale est né comme une coordination d'associations, de partis politiques et de citoyens pour donner un signe opposé et développer des projets innovants inspirés par 2 principes: l'antiracisme et la participation.</p> <p>En particulier:</p> <p>Afin d'arrêter les épisodes de racisme, il est nécessaire de montrer aux citoyens que l'arrivée de nouveaux citoyens est l'occasion de lancer des processus positifs de</p>	

sociabilité et de solidarité;

Accueillir n'implique pas un modèle de «réception militarisée» basée sur la fermeture: l'objectif de Zona 8Solidale est d'ouvrir l'Ex Caserma à la citoyenneté pour au moins quelques initiatives;

La zone 8Solidale fonctionne de trois manières différentes:

- informer correctement la citoyenneté en l'associant à des initiatives de socialisation et de solidarité;
- entrer en contact avec les demandeurs d'asile hébergés dans l'Ex Caserma;
- faire pression sur les institutions pour obtenir l'ouverture de centres d'accueil.

Les interventions les plus importantes:

"Fête de bienvenue pour les nouveaux citoyens", organisée le 1er novembre, jour de l'ouverture du centre d'accueil dans l'ancien Montello Caserma;

"Mappa Solidale", pour découvrir les opportunités de soutien social et d'aide concrète dans le quartier;

Interventions des demandeurs d'asile dans les écoles de quartier

ouvrir un bureau de consultation juridique

activités de formation professionnelle en accord avec la municipalité de Milan

la création du "Groupe des femmes de Montello", créé par des femmes italiennes et réfugiées, dans le but de se concentrer sur les problèmes spécifiques des femmes hébergées par la structure, dont beaucoup ont des enfants;

"Assemblée publique des réfugiés à Milan", a participé par les invités de l'ancien Montello Caserma et ensuite par les migrants d'autres centres d'accueil à Milan, d'où sont nés les chemins de l'auto-organisation et de l'action commune encore active.

Depuis avril 2017, l'Association Mishikamano (Solidarité en Swahili) a été créée, formée par des Italiens et des migrants, dans le but de développer la créativité des entreprises dans trois branches: cuisine populaire, couture, réparation de bicyclettes.

18 mois après sa fondation, Zona 8Solidale réalise de nombreuses activités récréatives et culturelles sur différents fronts, fusionnées dans le réseau «Personne n'est illégal».

Groupe ciblé :

300 demandeurs d'asile, principalement d'Afrique subsaharienne

Site : https://www.facebook.com/pg/zona8solidale/about/?ref=page_internal

<p>Commentaires supplémentaires:</p> <p>Cette bonne pratique a été décrite dans deux recherches sur le sujet:</p> <p>Naga Onlus, réception (Extra) ordinaire. Enquête sur le système d'accueil des demandeurs d'asile à Milan et dans les provinces, rapport d'octobre 2017</p> <p>Ecole d'Architecture, Urbanisme, Génie de la construction, Caserma Montello: entre urgence et expérimentation Transformation d'un espace contesté, rapport janvier 2018</p>

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>Cette bonne pratique est pertinente pour les aspects particuliers suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - c'est une expérience «spontanée», ascendante. - a mis dans le réseau des dizaines d'associations et d'organisations de la société civile. - est né pour endiguer le racisme et le fascisme dans la ville de Milan - a impliqué 300 réfugiés.
Innovation	<p>Les éléments de l'innovation sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouvertures du Centre d'accueil: en général, en Italie, les centres sont fermés et les clients n'ont que des relations avec les travailleurs sociaux, dans ce cas a été donné une importance maximale aux activités en dehors de l'Ex Caserma. - Co-conception de services entre les réfugiés et les citoyens italiens - Création d'assemblées publiques dans lesquelles les invités décident des conditions de leur séjour. - Ouverture et promotion de l'accueil auprès des citoyens du quartier.
Efficacité	<p>L'approche ouverte et la co-planification ont permis d'augmenter l'inclusion sociale et civique des invités. Assister dans le quartier aussi pour mener des activités sociales a été un véhicule d'inclusion et de partage avec les Italiens.</p> <p>L'efficacité doit également être enregistrée sur le «natif» qui, avec le temps, a rejoint le réseau Zona 8Solidale pour participer aux activités d'accueil.</p>
Efficiace	<p>L'efficacité est élevée car le projet est autofinancé avec des activités de loisirs, des événements publics et des collectes de fonds.</p>

Impact	En plus d'accueillir 300 réfugiés, Zona 8Solidale a permis à des associations actives et à la société civile de s'auto-organiser lors de la réception.
Durabilité	L'initiative est née comme une forme de réaction, mais au fil du temps a été consolidée avec l'autofinancement et continue d'augmenter de façon indépendante grâce aux bénévoles et activités.
Genre	L'attention à la condition des femmes a été garantie par des groupes mixtes de réfugiés et d'Italiens qui co-conçoivent les conditions de permanence des femmes étrangères en fonction des besoins des femmes.

BP: Casa Scalabrini 364 – Progetto Campi riaperti

Description synthétique

<p>Titre de BP:</p> <p>Progetto "Campi riaperti"</p>	<p>Contact :</p> <p>Casa Scalabrini 364</p> <p>Profil : Casa accoglienza per richiedenti asilo</p> <p>Adresse : Via Casilina, 634 - 00177 Roma</p> <p>Phone : +39 06 241 1405</p> <p>e-mail : info@scalabrini634.it</p>
<p>Domaine:</p> <p>Casa Scalabrini 634, programme de l'Agence Scalabrinienne pour la Coopération au Développement (ASCS Onlus), est le centre opérationnel du programme CAI "Comunità Accogliente e Inclusiva" de la Congrégation des Missionnaires de San Carlo - Scalabriniani. Il met en œuvre les projets visant à promouvoir la culture d'accueil et d'intégration entre les réfugiés, les migrants et la communauté locale.</p>	
<p>Financement:</p> <p>Église catholique</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Casa Scalabrini 634 est le centre opérationnel du programme Comunità Accogliente e Inclusiva (CAI) de la Congrégation Scalabrinienne et est administré par la Fondation pour les Activités Scalabrinienes (FAS). Il a adopté un programme intégral allant de la réception à l'intégration socio-professionnelle des migrants, à partir de 2014, ils ont défini et lancé le projet Fields rouvert, un parcours individualisé et un placement des jeunes réfugiés (dans le neomaggiorenni spécifique) dans le monde de l'agriculture sociale.</p> <p>Dans sa première année d'activité, le projet a été financé principalement avec des ressources de l'Eglise catholique d'Italie et par la suite des fonds régionaux ont été demandés (Lazio) pour garantir la continuité du projet.</p> <p>Le projet est structuré comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> un programme de formation de six mois, impliquant un petit groupe de migrants, composé de quatre sujets un stage de formation sur les fermes pour élargir la formation du sujet activités d'intermédiation pour offrir aux migrants des opportunités d'insertion «stable» et «continue» dans le monde du travail 	

La valeur sociale du projet, déjà évidente dans les initiatives décrites, est consolidée par des actions de contraste et de lutte contre la forme illégale de recrutement et d'organisation de la force de travail. Beaucoup de jeunes réfugiés qui ont participé aux activités du projet ont été victimes d'exploitation. La possibilité de s'engager dans des parcours guidés de formation par le biais de stages leur a permis de sortir d'un profond malaise, soutenus par des éducateurs et des pédagogues qui suivent le stagiaire tout au long du parcours d'insertion dans la ferme.

L'expérience de l'entreprise est construite autour du principe de multifonctionnalité, ou de la capacité à offrir au réfugié l'opportunité d'élargir sa formation par une connaissance complète de toutes les activités qui sont menées au sein de l'entreprise. Cette étape précède donc la définition d'un parcours individualisé, construit non seulement sur la base de la spécialisation et des capacités du sujet, mais également en tenant compte des appréciations portées par l'entreprise sur les attitudes du migrant.

Accroître l'impact du projet sur les voies de l'intégration sociale et professionnelle des migrants est, en outre, la possibilité de se déplacer au sein d'un réseau d'acteurs, composé de coopératives, de sujets publics et de sujets privés qui collaborent aux activités du projet.

Groupe cible :

Réfugiés et demandeurs d'asile

Site :

<http://scalabrini634.it/>

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	<p>Le projet active des voies pour l'emploi des migrants, en adoptant une méthodologie d'intervention qui combine des moments de formation et d'apprentissage direct grâce à des expériences de stage.</p> <p>La capacité de l'organisation à activer un vaste réseau d'entreprises privées opérant dans le domaine de l'agriculture sociale sur le territoire, apporte au projet un coup de pouce significatif, avec un impact positif sur la création de parcours d'exclusion des migrants. Malgré les difficultés économiques, les entreprises qui accueillent les stagiaires dans de nombreux cas sont en mesure d'offrir aux migrants accueillis dans l'entreprise la possibilité de continuer l'expérience avec un nouveau contrat. Le projet est en ligne avec les objectifs des politiques européennes car le thème de l'inclusion socio-professionnelle dans le monde de l'agriculture sociale est soutenu par les</p>

	programmes de développement régional et rural et l'Europe.
Innovation	<p>La tentative de combiner à la fois la formation et la dimension de travail dans un seul parcours de formation représente un aspect intéressant du projet. Dans cette logique, le but «indirect» que poursuit le projet est l'activation d'un processus d'autonomisation des migrants visant:</p> <ul style="list-style-type: none"> -le développement des compétences pour pouvoir passer sur le marché du travail; -la conquête de sa propre autonomie qui conduit progressivement le migrant. -à se percevoir comme un sujet indépendant.
Efficacité	<p>L'efficacité du projet ne doit pas être «mesurée» exclusivement par la présence d'un contrat de travail offert aux migrants à la fin du stage. L'expérience dans l'entreprise, en plus du transfert de compétences spécifiques, introduit le jeune migrant dans un système de relations entre entreprises qui augmente les chances des migrants de trouver un emploi, même après la fin de l'expérience de formation. Les migrants ont souvent été contactés après quelques mois par des entreprises où ils avaient passé la période de formation. Un contact resté actif même sans la médiation de Casa Scalabrini 364.</p>
Efficiace	<p>Le projet a des coûts importants. Cela pourrait également être réalisé avec moins de ressources, mais seulement si les entreprises prennent en charge les coûts des gestionnaires et des formateurs de stages.</p>
Impact	<p>Après avoir terminé le parcours de stage, de nombreux migrants peuvent obtenir un emploi stable et continu. Surtout pour ceux qui, durant tout le voyage, peuvent acquérir des compétences plus étendues dans le secteur de l'agriculture sociale.</p>
Durabilité	<p>Le projet peut être répliqué dans d'autres contextes. Le modèle d'inclusion de l'emploi adopté peut également être mis en œuvre dans des secteurs autres que l'agriculture sociale, ce qui offre des implications intéressantes sur le niveau d'intégration sociale et professionnelle des migrants.</p>
Genre	<p>Peu de femmes ont participé au projet jusqu'à présent. Cependant, l'année prochaine, l'organisation a l'intention d'étendre le modèle d'intégration proposé également à d'autres secteurs, afin de faciliter le convoi des femmes dans les initiatives proposées.</p>

Espagne

BP: Programme de banque d'emplois – Fundación Acobe

Description synthétique

<p>Titre de la bonne pratique :</p> <p>Bolsa de empleo (programme de banque d'emploi)</p>	<p>Contact :</p> <p>FUNDACIÓN ACOBE Profil : ONG Adresse : C/ Virgen de la Alegría, 7 28027 Madrid - Spain Phone : +34 91 404 95 02/ +34 91 375 78 62 e-mail : acobe@acobe.org</p>
<p>Domaine :</p> <p>Domaine du travail: Itinéraires intégrés visant à l'insertion professionnelle des bénéficiaires avec perspective sociale (il prévoit des activités pour travailler sur leurs compétences sociales et leurs émotionnelles et, parallèlement, mener des actions de sensibilisation dans les entreprises).</p>	
<p>Financement:</p> <p>Projet financé par le ministère espagnol de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MEySS) et le Fonds social européen (FSE).</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectifs:</p> <p>Atteindre la plus grande autonomie possible des bénéficiaires, les accompagner dans la recherche d'emploi, l'envoi de CV, la présentation directe aux entreprises, dans le but final de les insérer dans le marché du travail.</p> <p>Méthodes mises en œuvre:</p> <p>Mise en place d'un atelier de recherche d'emploi actif chaque semaine (jeudi), d'une durée totale de 2 heures (selon le nombre de participants). Pendant les ateliers, les participants, inscrits à la banque d'emplois, reçoivent des formations sur les connaissances et les outils nécessaires pour entreprendre une recherche d'emploi active.</p> <p>L'activité initiale est une interview afin d'analyser l'intérêt des participants pour le projet. Sur la base de cet entretien, la fondation organise des formations spécifiques telles qu'un cours d'informatique de base pour la recherche d'emploi active.</p> <p>Activités:</p>	

<ul style="list-style-type: none"> • Cours de formation en travail social • Cours de formation destinés à l'insertion professionnelle. Les participants travaillent sur les compétences sociales et le soin émotionnel, mènent des actions de sensibilisation dans les entreprises, prospectent leurs opportunités de travail et assistent activement à la recherche d'emploi. • Quel que soit le type de formation, chaque axe a prévu des ateliers: <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers sur les droits et obligations du travail, reconnaissance de qualifications, dispensées par l'avocat de la Fondation. • Ateliers sur l'égalité des chances et l'égalité des genres dispensés par les travailleurs sociaux. • Ateliers sur les soins émotionnels dispensés par le psychologue de la Fondation. <p>Durée: une année (01/01/2018 - 31/12/2018).</p> <p>Nombre de personnes impliquées dans l'action: l'objectif est de 46/48 personnes. Actuellement, 12 personnes sont impliquées.</p> <p>Tout autre aspect pertinent: Projet mis en œuvre depuis 2015, compte tenu de ses résultats positifs.</p>
<p>Groupe cible:</p> <p>Les personnes ayant un permis de résidence et de travail, donc les détenteurs du numéro d'identification de l'étranger, qui ne sont pas naturalisées et ne viennent pas d'un pays de l'UE.</p> <p>Les chômeurs, les personnes qui veulent changer d'emploi ou l'améliorer.</p>
<p>Site :</p> <p>http://www.acobe.org/</p> <p>http://www.acobe.org/index.php?option=com_content&view=article&id=365&Itemid=228</p>
<p>Commentaires additionnels : -</p>

Description analytique

Critère	Description
Pertinence	Le projet vise non seulement à fournir aux bénéficiaires toutes les informations nécessaires à leur insertion professionnelle, mais aussi à développer une attitude proactive appropriée pour faire face à la recherche d'emploi. Par conséquent, les bénéficiaires de ce programme ont non seulement les bons outils pour leur orientation

	<p>professionnelle, mais ils acquièrent les compétences nécessaires pour trouver un emploi, tout en travaillant en même temps sur leur attitude personnelle pour mener une recherche d'emploi efficace.</p> <p>«Avant de disposer de tous les outils nécessaires à la recherche d'un emploi, nous devons savoir ce que ressentent les bénéficiaires. S'ils ne sont pas d'accord, peu importe le nombre d'outils qu'ils ont, ils ne peuvent pas s'occuper de la recherche d'emploi de la bonne manière » (M^a Jesús de la Morena, Fundación Acobe)</p>
Innovation	<p>L'aspect innovant de ce projet réside dans son approche holistique comptant avec une équipe pluridisciplinaire qui travaille de manière solidaire avec chaque bénéficiaire. Si, dans certains ateliers, des besoins de différents domaines sont mis de côté (légal, social, etc.), ils sont détectés et le personnel spécifique y répond.</p>
Efficacité	<p>Les utilisateurs appartiennent généralement aux groupes les plus vulnérables en raison de leur faible niveau d'éducation. Les changements du système de travail espagnol ont grandement affecté les conditions de travail, en termes de réduction des salaires, d'allongement du temps de travail, etc., affectant finalement les personnes travaillant à la Fondation.</p> <p>L'efficacité de ce projet réside dans l'importance accordée à la mise en place de processus de sensibilisation auprès des employeurs potentiels sur l'importance d'embaucher des personnes ayant ces difficultés. Cela ajoute aux activités d'intermédiation de travail que la Fondation réalise.</p>
Efficiene	<p>Le projet pourrait ne pas être réalisé avec moins de ressources humaines ou financières. Acobe est une très petite fondation, et le travail effectué n'est pas toujours pris en compte dans le projet. Le travail multidisciplinaire mis en œuvre par le responsable du domaine du travail et de la formation, le travailleur social et le juriste, est réalisé de cette manière, car c'est la méthodologie de la fondation.</p> <p>La Fondation manque une extension de l'aide économique aux utilisateurs afin de pouvoir payer un cours de formation non fourni par la Fondation qui est utile pour leur recherche d'emploi et pour prendre les transports publics afin d'atteindre la Fondation.</p>
Impact	<p>L'impact du projet est étroitement lié à sa continuité. Comme le projet est un processus continu, et qu'il ne prévoit pas de fin, les utilisateurs qui ont trouvé un emploi peuvent être impliqués de nouveau.</p>
Durabilité	<p>Au sein du projet, la fondation entre en contact avec les entreprises avec lesquelles elle collabore et auxquelles elle mène des actions de sensibilisation sur la nécessité</p>

	<p>d'embaucher des utilisateurs.</p> <p>En outre, le projet aide et améliore les compétences des utilisateurs.</p> <p>"Le fait d'accompagner les usagers dans leur parcours de recherche d'emploi ou d'amélioration de leurs compétences, leur confère une responsabilisation positive, non seulement pour ce moment, mais pour l'avenir, cette expérience étant transférable et adaptable à d'autres contextes." (personnel de la Fundación Acobe)</p>
<p>Genre</p>	<p>La perspective de genre est appliquée par le projet. L'égalité des chances et l'égalité des genres sont traitées de manière transversale pendant la durée du projet. Ils font de la discrimination positive en accordant la priorité aux femmes dans des conditions d'égalité.</p> <p>Le travailleur social offre des ateliers sur l'égalité des chances et l'égalité des sexes.</p>

BP: Vers l'égalité dans l'emploi des ménages – Asociación Claver

Description synthétique

<p>Titre de la BP :</p> <p>Hacia la Igualdad en el Empleo del Hogar (Vers l'égalité dans l'emploi des ménages)</p>	<p>Contact :</p> <p>Asociación Claver</p> <p>Profil : ONG</p> <p>Adresse: Avda. Eduardo Dato, 20 B, Madrid - Spain</p> <p>Phone : +34 954 93 21 79/+34 640 21 85 08</p> <p>e-mail: claver@asociacionclaver.org/</p>
<p>Domaine :</p> <p>Domaine du travail. Diagnostic de situation dans le cadre du changement du droit du travail du secteur des ménages. Analyse du processus d'amélioration des conditions incluses dans la loi sur l'emploi dans le secteur des ménages, 1985, et son inclusion ultérieure dans le système général de sécurité sociale avec des conditions spéciales, en 2012.</p>	
<p>Financement:</p> <p>Le projet a été financé par un appel géré par la Direction de la coordination des politiques migratoires du gouvernement régional d'Andalousie, financé par le Fonds social européen (FSE).</p>	
<p>Description de la bonne pratique</p> <p>Objectifs:</p> <p>Connaître l'impact de la loi révisée sur les femmes migrantes employées dans le secteur des ménages du point de vue des femmes employées, des entités intermédiaires et des employeurs.</p> <p>Méthodes mises en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planification du travail et contact avec les entités • Définition de la méthodologie triangulaire • Diagnostic du secteur • Identification des bonnes pratiques • Développement de matériel de diffusion <p>Activités:</p> <p>Phase de diagnostic:</p>	

<p>Visite à plusieurs entités</p> <p>Entretiens approfondis avec le personnel technique, les femmes employées et les employeurs (méthodologie triangulaire)</p> <p>Présentation de l'avancement du projet dans un séminaire:</p> <p>Recommandations</p> <p>Création d'une plateforme d'emploi pour les ménages à Séville.</p> <p>Durée: décembre 2014 - mai 2015</p> <p>Nombre de personnes impliquées dans l'action: 12 entités bien connues qui apportent un soutien à l'emploi à de nombreux utilisateurs, principalement des femmes migrantes.</p>
<p>Groupe cible :</p> <p>Les femmes migrantes du secteur des ménages.</p>
<p>Site :</p> <p>http://asociacionclaver.org/</p> <p>http://asociacionclaver.org/wp-content/uploads/2016/07/Plataforma-empleo-hogar.pdf</p>
<p>Commentaires additionnels :</p> <p>-</p>

Description analytique

Critère	Description
Performance	L'étude initiale a permis aux travailleurs déjà organisés en tant que collectif de créer et de formaliser l'association. Grâce à l'étude, ils ont trouvé un espace de dialogue et de travail commun avec les organisations (actuellement 12 entités font partie de la plateforme), ce qui leur donne de la force et une plus grande visibilité.
Innovation	La méthodologie triangulaire a été mise en œuvre (des travailleurs, des entités intermédiaires et des employeurs) et une combinaison d'aspects quantitatifs et qualitatifs (à travers des entretiens approfondis), avec le soutien méthodologique de l'Université Loyola Andalucía. Durant le travail de terrain, les aspects réglementaires liés à la sécurité et à la santé au travail, les difficultés de respect de

	<p>la réglementation, la perspective de tous les sujets concernés et l'analyse du réseautage ont été abordés par un questionnaire destiné aux différentes entités impliquées.</p> <p>Il était très important de faciliter le processus de définition des objectifs communs de l'action et des procédures, de sorte que les entités qui fournissent l'intermédiation et l'orientation du travail puissent gérer certains critères communs.</p> <p>Le projet a pris en compte la perspective non seulement des femmes employées dans le secteur des ménages, mais aussi des employeurs, un aspect qui n'est développé par aucune entité.</p> <p>Pour rendre le projet visible et générer des espaces publics de création, il a considéré comme pertinent la possibilité de rejoindre les forces: la demande et la pression pour que le gouvernement espagnol ratifie la Convention 189 de l'OIT était un objectif fondamental.</p>
Efficacité	<p>Dans le domaine du travail effectué par l'association pour l'égalité dans l'emploi dans le secteur des ménages, la nécessité d'améliorer les conditions des travailleuses a été détectée. Le fait de pouvoir entreprendre le travail de collecte de données avec les entités concernées n'a fait que confirmer la grande vulnérabilité à laquelle les travailleuses sont exposées.</p> <p>"Il y avait beaucoup d'intérêt parmi les gens dans le sujet et nous avons reçu beaucoup d'aide pour articuler la plateforme. C'était comme quelque chose de nécessaire, en réponse à un besoin dans un contexte déterminé. Je pense que cet aspect était très important et a donné de la force au projet ". (Sylvia Villalba - Asociación Claver)</p>
Efficience	<p>L'étude a été considérée comme rigoureuse, étant développée en très peu de temps, de décembre 2014 à mai 2015, sans ressources financières importantes. Il a été réalisé avec l'effort et l'optimisation de quelques ressources, mais avec des résultats très positifs, ce qui a permis à l'association de renforcer la zone (au niveau de l'organisation interne et en réseau avec d'autres organisations) et d'avoir une présence publique.</p> <p>Pour une étude plus exhaustive, l'association aurait nécessité plus de temps. Avec plus de ressources, la continuité du projet aurait été assurée.</p>
Impact	<p>Au début du projet, toutes les publications relatives à l'emploi dans le secteur des ménages ont été considérées comme prioritaires pour réformer la loi.</p> <p>Lorsque les tables salariales et les accords ont été téléchargés sur la plateforme, un processus de consultation a été ouvert entre la plate-forme et l'entité, au niveau des supports de</p>

	<p>communication et des travaux de recherche. Il était possible d'avoir une présence et de représenter un soutien aux travailleuses. Il était possible de créer dans un espace commun la double voie (indépendante) des travailleurs et des organisations.</p>
Durabilité	<p>Dans la présentation des progrès de l'étude pendant le séminaire, quelques recommandations ont été émises et, au-delà du projet, la création d'une plateforme pour l'emploi dans les ménages à Séville apparaît comme une bonne pratique pertinente et innovante.</p> <p>Actuellement, ce travail conjoint se poursuit, avec un agenda commun et une présence à Séville, mais aussi en articulation avec d'autres espaces de participation au niveau régional et national. Ils participent à des conférences et, en tant que promoteurs de la plateforme, ils abordent ce travail par le biais du service des jésuites aux migrants à Bilbao, Valladolid, Madrid et Valence.</p> <p>Partant des besoins et du contact avec la réalité, ayant une réflexion et une recherche, des processus de participation dans d'autres contextes pourraient être articulés.</p>
Genre	<p>Le projet a explicitement mis l'accent sur la situation des femmes migrantes travaillant dans le secteur d'aide à domicile.</p>

Les aspects pertinents apparus lors de la recherche et de l'analyse comparative sur les bonnes pratiques seront pris en compte pour les recommandations politiques présentées dans la section 5.2 du présent rapport.

5. Recommandations politiques, résultats et conclusions

Ces dernières années, l'intégration des migrants a été l'un des défis les plus importants de l'Union européenne, avec la lutte contre l'immigration illégale, le lien entre migration légale et besoins du marché du travail et la mise en œuvre de programmes de coopération au développement des pays d'origine.

Après avoir analysé le cadre juridique concernant les migrants et les réfugiés, il est clair qu'une politique européenne commune est nécessaire, car l'intégration de ces groupes est un sujet qui n'est pas traité de la même manière d'un pays européen à l'autre. De plus, la répartition des réfugiés entre l'Europe et le système de quotas ont des effets différents dans chaque pays. Pour bien comprendre ces effets, il a été tenu compte des dommages pertinents découlant des préjugés sur l'immigration.

5.1 Mauvaise perception et exploitation politique de la migration

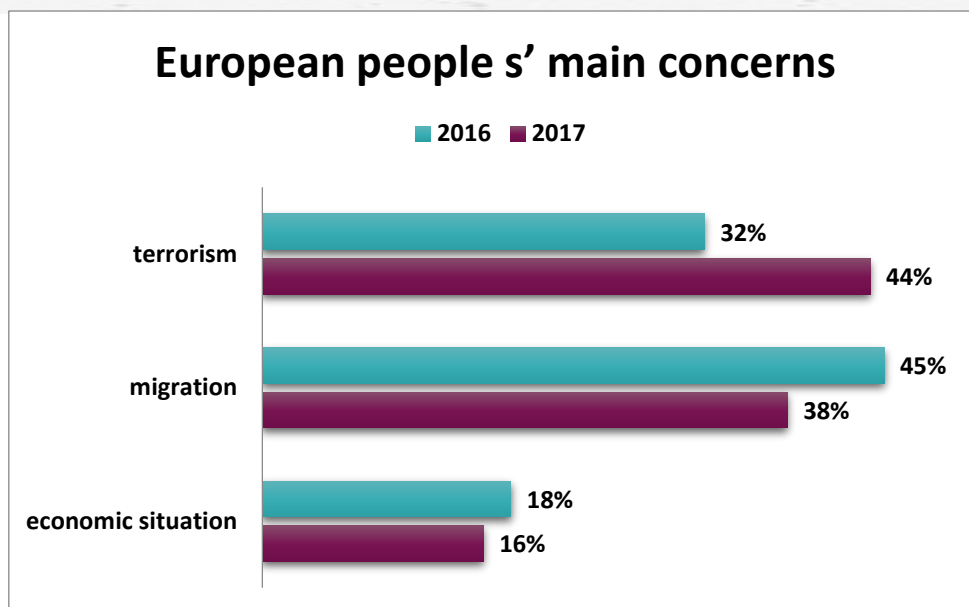
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans son rapport annuel sur les migrations, souligne l'importance de communiquer plus efficacement sur les migrations, note que la désinformation et les perceptions erronées sur la migration ont été alimentées par des politiciens opportunistes et médiocres.

L'écart entre la réalité et la perception s'est élargi, avec des stéréotypes renforcés, des idées fausses et des préjugés sur les migrants. Le changement politique vers des factions anti-européennes et nationalistes, élève le niveau de populisme qui utilise la période de récession économique pour promouvoir l'idée que les migrants augmentent le chômage et épuisent les ressources publiques.

Plus que jamais, il est impératif de surmonter les mythes et les idées fausses sur la migration et les migrants et d'engager un dialogue plus équilibré et factuel sur un phénomène qui a façonné l'humanité.

“Standard Eurobarometer 87”²⁷ est un rapport annuel réalisé dans 34 pays ou territoires de l'Union européenne. Les résultats sur les principales préoccupations des Européens montrent que la migration est la deuxième préoccupation majeure après le terrorisme et précède celle sur la situation économique.

²⁷<http://ec.europa.eu/comfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2142>



Source: Standard Eurobarometer 87

La migration des ressortissants de pays tiers est devenue un sujet dominant dans les sociétés de l'UE. Sur l'ensemble du continent, on perçoit un flux énorme partout, mais pendant la «crise des réfugiés de 2015», les 1,3 million de personnes qui ont atteint le continent ne représentaient que 0,2% de la population totale de l'UE. En 2017, les arrivées de migrants en Europe ont diminué de 60%, atteignant 204 300 personnes et atteignant des valeurs similaires à celles de 2015.

Tout cela aurait dû être gérable. Cependant, en Europe, le sentiment anti-migrants a été démontré par le soutien public aux politiques restrictives d'immigration et d'asile, aux reportages négatifs sur les RPT dans la presse populaire, à la discrimination et au harcèlement et à la violence racistes ou anti-migrants. Les données suivantes concernant les pays partenaires montrent la situation globale:

- **AUTRICHE:** population totale 8 747 000. L'opinion publique en Autriche concernant l'afflux de réfugiés est fortement divisée. Pourtant, un grand nombre de personnes ainsi que des organisations de la société civile aident les réfugiés - souvent de manière volontaire. Les déclarations contradictoires et souvent populistes et alarmistes des politiciens, le signalement sélectif des actes criminels par les réfugiés et les demandes d'asile ont changé. En conséquence, de nombreuses personnes se sont senties justifiées de rejeter l'admission de réfugiés, ont mis en doute le manque de solidarité des autres partenaires de l'UE et ont souligné qu'il était juste d'être inquiet.
- **CHYPRE:** Population totale 847 008 - Les étrangers nés hors UE sont 69 321 personnes (8,18%). Malgré la loi sur les réfugiés (2000), selon laquelle tous les ressortissants de pays tiers ont des droits égaux à ceux des citoyens chypriotes, la mise en œuvre effective de ces lois et politiques pour parvenir à l'intégration suscite des préoccupations. De nombreuses tentatives ont été faites pour combattre la discrimination, mais les citoyens de CHYPRE ont des attitudes anti-immigrées et le pourcentage de ces attitudes est plus élevé que la moyenne de tous les États membres de l'UE.
- **FRANCE:** population totale 65.186.074. Cinquante-sept pour cent des Français croient qu'il y a «trop de migrants» en France. Six personnes sur dix

en France pensent que l'immigration a eu un «impact négatif», a déclaré l'institut de sondage Ipsos. Le bombardement médiatique des images de migrants et de réfugiés arrivant sur les côtes européennes "a accru la crainte d'une migration incontrôlable dans la majeure partie de l'Europe, la question clé étant leur capacité d'intégration". En effet, 63% des personnes interrogées en France, ont déclaré que la plupart des réfugiés "ne pourront pas s'intégrer", dont 60% étaient préoccupés par les effets de l'immigration sur les services publics.

- **ALLEMAGNE:** Population totale 81 197 537 - Les étrangers nés hors UE sont 6 210 058 personnes (7,65%) - La perception erronée représente 11,31%. La migration est discutée dans la société et la politique et a même influencé les élections passées. Dans certaines parties de la population, un sentiment anti-immigré prend le dessus - une situation qui est utilisée par les mouvements populistes de droite et les partis qui prétendent représenter les «gens ordinaires» et leurs peurs.
- **ITALIE:** Population totale 60 795 612 - Les étrangers nés hors UE sont 3 989 783 personnes (6,56%). Comparé à une baisse des arrivées (- 34% par rapport à 2017), 23% des citoyens italiens pensent que les migrants augmentent de plus en plus. Le racisme est préoccupant: au moins 7 cas de discrimination par jour sont signalés, dont 69% pour des raisons ethniques et raciales. Certains médias et certains partis politiques renforcent les préjugés en affirmant que la base des problèmes sociaux et économiques est la présence des RPT.
- **ESPAGNE:** Population totale 46 449 565. La population étrangère en Espagne a toujours été caractérisée par une proportion plus faible de personnes originaires de l'UE que par des personnes originaires de pays non membres de l'UE. Ces dernières années, l'Espagne a connu un effondrement économique dévastateur, un afflux de migrants et des scandales de corruption. Tous ces facteurs pourraient faire de l'Espagne un terrain fertile pour le genre de partis politiques anti-immigrants de droite qui gagnent du terrain dans d'autres parties de l'Europe. Mais contrairement à une grande partie du continent, l'Espagne n'a pas un tel mouvement d'extrême droite.

5.2 Recommandations et conclusions sur les bonnes pratiques

L'analyse comparative des bonnes pratiques donne à l'équipe de recherche l'opportunité de mettre en évidence des aspects particuliers qu'il est utile de résumer afin de disposer d'indicateurs pour des recommandations politiques dans ce domaine spécifique, en partant de la supposition que les gouvernements nationaux doivent réaliser des initiatives de construction communautaire.

Ci-dessous, les principaux aspects sont présentés:

- Élargir la portée des mesures avant l'arrivée, afin de préparer la communauté d'accueil à l'accueil et au système d'asile. C'est un fait que les expériences les plus réussies sont celles où la communauté locale est impliquée.
- Informer et soutenir la communauté locale sur la situation à laquelle les migrants devront faire face peut induire des comportements positifs. Lorsque les projets d'inclusion impliquaient des citoyens, on a constaté que des améliorations avaient été apportées pour surmonter les peurs et les préjugés.
- Soutenir plus vigoureusement les mesures d'intervention éducative, de formation professionnelle, d'inclusion sur le marché du travail et mettre en œuvre des mesures pour faciliter l'accès des migrants aux services de base (logement, soins de santé, activités d'insertion sociale).
- Promouvoir des actions pour développer des voies d'intégration pour les migrants comprises comme un processus circulaire et progressif entre: les besoins en matière d'éducation ciblant l'éducation.
- Encourager les gouvernements nationaux à promouvoir des initiatives, y compris de petites actions locales, avec un lien territorial fort, vraiment liées aux besoins spécifiques des personnes arrivant et à la communauté locale qui devraient offrir un plan d'intégration des migrants le plus significatif possible.

5.3 Conclusions

Grâce à la collaboration du partenaire allemand du projet WISAMAR, les partenaires ont eu l'opportunité d'acquérir l'opinion de 15 migrants et réfugiés, qui suivaient un cours de langue professionnelle au sein de l'association, sur les points de recommandations possibles :

- Pour faciliter la tâche des étrangers, les qualifications non formelles doivent être reconnues lors de la demande d'emploi. Les personnes ayant beaucoup d'expérience dans un domaine donné devraient avoir la possibilité de prouver leurs capacités et leurs compétences lorsqu'elles n'ont pas les certificats ou diplômes officiels et d'obtenir ainsi un emploi ou un poste de formation.
- Faciliter l'accès au marché du travail: les demandeurs d'asile qui sont dans le processus souvent long en attente d'une décision devraient avoir un accès plus facile au travail. Cela les rend moins dépendants des prestations et leur permet de se sentir utile pour contribuer à la société.
- Les migrants, en particulier dans les nouveaux Länder, font souvent l'objet de discrimination lorsqu'ils tentent de louer un appartement. Les décideurs politiques devraient œuvrer à la mise en place d'un système de prévention de la discrimination et investir dans des projets de sensibilisation et de changement de mentalité.

- Des garderies plus abordables devraient être disponibles et des listes d'attente réduites. Ici aussi, la discrimination devrait être inscrite à l'ordre du jour politique.
- La discrimination lors de la recherche d'un emploi ou d'un poste de formation devrait être abordée, par exemple en appliquant un système d'application anonyme.
- Non spécifique aux migrants: il y a un manque de médecins et de spécialistes entraînant de longues listes d'attente. Permettre plus d'étudiants pour les professions médicales.

Compte tenu des différences culturelles de chaque pays impliqué dans le projet et considérant que dans certains d'entre eux il y a un problème majeur d'intolérance (Italie, Allemagne, France et Chypre ont rapporté dans leurs rapports nationaux "le climat de haine" envers les migrants comme étant devenue une urgence) et étant donné la présence de différents milieux tels que:

- Positions géographiques qui définissent comme pays frontaliers l'Italie et l'Espagne;
- L'attractivité de certaines nations comme l'Allemagne et l'Autriche pour leur bien-être et leur système d'accueil;
- La réalité des pays «de transit» comme Chypre et l'Italie;
- Attractivité pour la langue principale comme la France et l'Espagne.

L'équipe de recherche espère qu'à partir des bonnes pratiques sélectionnées dans chaque pays, il sera possible d'élaborer des normes européennes pour normaliser les modèles législatifs et les plans d'action afin de faciliter le processus de transit, la relocalisation et l'inclusion sociale et du marché du travail, compte tenu des points suivants

1. Garantir une procédure d'asile équitable pour tous les réfugiés en fonction de la situation de fait dans leur pays d'origine et reconnaître les dangers réels auxquels les personnes sont confrontées dans les pays en guerre.
2. Le principe du regroupement familial devrait être considéré comme un droit pour tous ceux qui ont une perspective plus longue de rester dans le pays choisi.
3. Des efforts devraient être faits pour raccourcir la durée de la procédure d'asile.
4. Au lieu d'essayer de décourager les gens de venir en Europe, de s'assurer qu'ils peuvent bien s'intégrer et contribuer pleinement à la société.
5. S'efforcer de simplifier les règles d'accès au marché du travail.

Enfin, l'exploitation des bonnes pratiques sélectionnées dans chaque pays partenaire pourrait être utile pour systématiser et répéter leur méthodologie, mettre en place une sensibilisation et une campagne de diffusion de celle-ci, pour

mettre en évidence l'expérience positive de l'intégration face à la xénophobie, les fausses nouvelles et les campagnes de haine.

6. Références

Niveau Européen

- > Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)
- > Commission Européenne
- > Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations (CARIM-Est)
- > DG Accueil - Direction générale des affaires intérieures
- > Réseau européen des migrations (REM)
- > Eurostat
- > Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)

Niveau national

- > Toutes les informations ont été tirées des rapports nationaux

Sources additionnelles:

- > Organisation Internationale pour les Migrations
- > L'agence des Nations Unies pour les réfugiés
- > L'ONU
- > OPAM